
DEVELOPPEMENT DE LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE DES ESPACES NATURELS SENSIBLES AU NIVEAU DES ZONES HUMIDES

Comparaison entre les départements d'Indre et Loire, d'Isère, des Hauts de Seine et de la Nièvre



Projet individuel bibliographique
Master 2 Professionnel Gestion des Hydrosystèmes Continentaux Européens

Remerciements

Dans un premier temps je tiens à remercier M. Botté, professeur associé au Master 2 Professionnel Gestion des Hydrosystèmes Continentaux Européens et maître de conférence à l'Université de Tours, d'avoir proposé ce sujet.

Je remercie ensuite l'ensemble des interlocuteurs des différents services en charge des Espaces Naturels Sensibles (ENS) que j'ai pu contacter dans les quatre départements étudiés, notamment :

- M. Lény Boulai, chargé de mission ENS, et M. Benoît Coudrin, technicien ENS du département d'Indre et Loire ;
- M. Arnaud Callec, responsable du pôle ENS, et Mme Chabert pour le département d'Isère,
- M. Jean Noel Maleyx, responsable du pôle espaces naturels et biodiversité, et Mme Granchamps son adjointe pour le département des Hauts de Seine,
- M. Stéphane Lebreton, responsable du pôle espaces naturels et développement durable, et M. Fabrice Alric, contrôleur des travaux du département de la Nièvre.

Je tiens à les remercier pour le temps qu'ils m'ont consacré et les informations qu'ils m'ont transmises.

Enfin, je remercie toutes les personnes qui m'ont apporté leur soutien et leur aide, particulièrement mes amis et ma famille.

Sommaire

Résumé	4
Summary	5
Introduction	6
Méthodologie.....	7
1 Cadre général.....	8
1.1 La législation relative aux Espaces Naturels Sensibles.....	8
1.1.1 La Taxe Départementale des ENS.....	8
1.1.2 Le droit de préemption	9
1.2 La charte nationale des ENS de l'ADF	9
1.2.1 L'association des départements de France.....	9
1.2.2 La charte	10
1.3 Les zones humides	11
1.3.1 Des milieux spécifiques à protéger	11
1.3.2 Contexte international : la convention Ramsar	11
1.3.3 Contexte national sur la gestion de l'eau et des zones humides	12
1.3.4 Autres textes réglementaires	14
2 La politique ENS vis-à-vis des zones humides en Indre et Loire	16
2.1 Description du département	16
2.2 Etat des lieux des ENS du département	16
2.2.1 La politique globale	16
2.2.2 Les sites actuels.....	16
2.3 Les moyens.....	17
2.3.1 La TDENS	17
2.3.2 Les subventions accordées aux communes.....	17
2.3.3 Les moyens humains et techniques.....	18
2.3.4 Le choix des sites : l'inventaire zones humides.....	18
2.4 Mise en œuvre de la politique ENS.....	18
2.4.1 Préservation : les plans de gestion	18
2.4.2 Valorisation des sites	19
2.4.3 Perspectives.....	19
3 La politique ENS vis-à-vis des zones humides en Isère.....	20
3.1 Description du département	20
3.2 Etat des lieux des ENS du département	20
3.2.1 La politique globale	20
3.2.2 Les sites actuels.....	21
3.3 La charte zones humides Rhône Alpes Méditerranée Corse.....	21
3.4 Les moyens mis en oeuvre	23
3.4.1 La TDENS	23
3.4.2 Les subventions accordées aux communes.....	23
3.4.3 Les moyens humains et techniques.....	23
3.4.4 Le SDENS.....	23

3.5	Mise en œuvre de la politique ENS.....	24
3.5.1	<i>Préservation</i>	24
3.5.2	<i>Valorisation des sites</i>	24
3.5.3	<i>Perspectives</i>	25
4	La politique ENS vis-à-vis des zones humides dans les Hauts de Seine	26
4.1	Description du département	26
4.2	Etat des lieux des ENS du département	26
4.2.1	<i>La politique globale</i>	26
4.3	Les sites actuels	26
4.4	Les moyens mis en oeuvre	27
4.4.1	<i>La TDENS</i>	27
4.4.2	<i>Les moyens humains et techniques</i>	27
4.4.3	<i>Les subventions accordées aux communes</i>	27
4.4.4	<i>Le SDENS</i>	27
4.5	Mise en œuvre de la politique ENS.....	30
4.5.1	<i>Préservation</i>	30
4.5.2	<i>Valorisation des sites</i>	31
4.5.3	<i>Perspectives</i>	32
5	La politique ENS vis-à-vis des zones humides en Nièvre.....	33
5.1	Description du département	33
5.2	Etat des lieux des ENS du département	33
5.2.1	<i>La politique globale</i>	33
5.2.2	<i>Les sites actuels</i>	33
5.3	Les moyens mis en œuvre	34
5.3.1	<i>La TDENS</i>	34
5.3.2	<i>Les moyens humains et techniques</i>	35
5.3.3	<i>Les subventions accordées aux communes</i>	35
5.3.4	<i>Le SDENS</i>	35
5.4	Mise en œuvre de la politique ENS.....	35
5.4.1	<i>Préservation</i>	35
5.4.2	<i>Valorisation des sites</i>	36
5.4.3	<i>Perspectives</i>	36
6	Comparaison générale	37
6.1	Les dissemblances	37
6.2	Les points communs.....	37
6.3	Les perspectives	38
6.3.1	<i>Au niveau national</i>	38
6.3.2	<i>En Indre et Loire</i>	38
	Conclusion.....	40
	Bibliographie.....	41
	Sigle et acronymes	42
	Liste des personnes interrogées.....	42
	Index des Annexes	42

Sommaire des figures et des tableaux

Figure 1: Localisation des départements étudiés.....	7
Figure 2: ENS d'Indre et Loire : la pièce de la plaine et l'étang du Louroux (<i>source : CG 37</i>)	17
Figure 3: ENS d'Indre et Loire : la grange rouge et l'île de Rochecorbon (<i>source : CG 37</i>)..	17
Figure 4: ENS isérois : tourbière de l'Herretang, étang de Lemps et marais de Chirens (<i>source : CG 38</i>).....	21
Figure 5: Borne pédagogique sur un ENS Isérois (<i>source : CG 38</i>).....	21
Figure 6: Procédure de labellisation d'un ENS en Isère (<i>source : CG 38</i>).....	25
Figure 7: ENS des Hauts de Seine : la vallée aux loups et la réserve ornithologique de la Bièvre (<i>source : CG 92</i>)	27
Figure 8: ENS de la Nièvre : le domaine de la Beue et le bec d'Allier (<i>source: CG 58</i>).....	34
Figure 9: ENS de la Nièvre : l'étang de Vaux et le domaine des grands près (<i>source: CG 58</i>)	34
Figure 10: Répartition des recettes dégagées de la TDENS en Nièvre	34
 Tableau 1: Etat récapitulatif du recouvrement (en euros) de la TDENS (évolution indicative des produits recouverts sur la base des réponses obtenues pour les années 1997 à 2002).....	9
Tableau 2: Critères de hiérarchisation des ENS des Hauts de seine	30
Tableau 3: Récapitulatif des principaux points de la politique ENS des départements étudiés	39

Résumé

Une loi entrée en vigueur 1985 permet de mettre en place une politique de protection de milieux naturels à l'échelle des départements : la loi sur les Espaces Naturels Sensibles. Les Conseil Généraux sont alors compétents pour mettre en place la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles, outil financier permettant le financement de leurs actions entrant dans le cadre de cette loi.

Afin d'obtenir un échantillon large et diversifié pour appréhender les différences d'applications et de méthodes du département d'Indre et Loire avec le plan national, trois départements sont étudiés dans la présente étude : les Hauts de Seine, l'Isère et la Nièvre. Ils ont été choisis pour leur différence de territoire (urbain, montagnard, mixte rural/urbain) et de « passé environnemental ». Ces différences font que leur politique ENS est très différente dans la pratique, dans les objectifs ainsi qu'en terme de milieux ciblés.

Pourtant chacun donnent une place aux zones humides, de façon implicite ou explicite. Ainsi, par exemple, dans les Hauts de Seine les zones humides sont intégrées à la gestion ENS au même titre que les autres milieux ; en revanche en Isère, ce sont des milieux prioritaires. Cette différence d'approche s'explique à la fois par les spécificités territoriales (présence de zones humides, quantité, type), mais aussi par les implications de chaque département dans d'autres réseaux (l'Isère adhère à la charte Zones Humides Rhône Alpes par exemple). La politique ENS menée en Indre et Loire vis-à-vis des zones humides possède ses propres objectifs et est implicitement forte du fait de la présence de ces milieux. Toutefois, il est possible d'accentuer les choix vers ces biotopes particuliers notamment en priorisant leur classement à travers un document tel que le Schéma Départemental des ENS.

Mots clés : - Espaces Naturels Sensibles (ENS) - moyens d'application
 - zones humides - comparaison
 - politique

Summary

A law come into effect 1985 makes it possible to set up a policy of protection of natural environments on the scale of the departments: the law on Sensitive Natural Area (ENS). The Council Generals are then qualified to set up the Departmental Tax of Sensitive Natural Area, financial tool allowing the financing of their actions entering within the framework of this law.

So obtaining a sample broad and diversified to apprehend the differences in applications and methods of the department of Indre and the Loire with the national plan, three departments are studied in the present study: Hauts de Seine, Isère and Nièvre. They were selected for their difference of territory (urban, mountain, mixed rural/urban) and their environmental past. These differences make that their policy ENS is very different in practice, in the objectives as well as term of targeted ecosystems.

However each one gives a place to the wetlands, in an implicit or explicit way. Thus, for example, in the Hauts de Seine the wetlands are integrated into the ENS management as well as the other ecosystems; on the other hand in Isère, they are priority ecosystem. This difference in approach is explained at the same time by territorial specificities (presence of wetlands, quantity, type), but also by the implications of each department in other networks (Isère adheres to the Charter Wetlands of the Rhone Alps for example). Policy ENS followed in Indre et Loire with respect to the wetlands has its own objectives and is implicitly strong because of the presence of these ecosystem. However, it is possible to accentuate the choices towards these particular biotopes in particular by give priority of their classification through a document such as the Departmental Scheme of the ENS.

Key words:

- Sensitive Natural Area (ENS)	- tools of application
- wetlands	- comparison
- policy	

Introduction

La loi du 18 juillet 1985 confie aux Conseils généraux la compétence pour élaborer et mettre en oeuvre une politique en faveur de la préservation et de la valorisation des Espaces Naturels Sensibles (ENS). Ce classement concerne divers milieux

Ce document tente d'établir un état des lieux et une comparaison de la politique ENS menée au sein du département d'Indre et Loire et d'autre département. Pour cela trois départements représentant une large diversité de milieux et de contextes ont été sélectionnés : l'Isère, les Hauts de Seine et la Nièvre.

Pour chacun des départements un bref état des lieux des sites actuellement classés ENS est réalisé. Puis les moyens mis en oeuvre sont recensés, que ce soit les moyens techniques pour définir actuellement un ENS, mais aussi financiers et humains engagés dans la politique ENS. Et enfin, les actions et les méthodes d'application de cette politique sont décrites. Cela permet d'établir un comparatif entre les départements, notamment au niveau de la gestion des zones humides, et de placer les actions d'Indre et Loire par rapport aux autres départements étudiés.

Méthodologie

Le but est de comparer et de placer la politique ENS menée en l'Indre et Loire par rapport au plan national. Une étude de l'ensemble des départements n'étant pas envisageable dans le temps imparti, un échantillon a été sélectionné.

Le choix des départements de comparaison (cf. figure 1) s'est tourné vers :

- l'Isère et les Hauts de Seine pour leur diversité quand à leur caractéristique générale, montagnard pour l'Isère, urbanisé pour les Hauts de Seine, mais aussi pour leur place reconnue de « pionniers » en matière d'ENS (Hauts de Seine) et de protection des zones humides (Isère) ;
- la Nièvre représente un département à peu près semblable à l'Indre et Loire au niveau de l'occupation du sol et de la morphologie et représente donc un élément de comparaison pour des milieux de même nature.

Dans un premier temps des données bibliographiques ont été recueillies pour chacun de ces quatre départements. Ensuite, une ou plusieurs personnes travaillant dans chaque service dédié aux Espaces Naturels Sensibles des Conseils généraux respectifs ont été contactées par téléphone ou, à défaut, par courrier électronique. En effet, certains départements ne possèdent pas de documents écrits précis sur leur politique ENS, notamment ceux n'ayant pas de Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles.

Limites de l'étude:

Certaines données sont manquantes du fait de l'absence de référence bibliographique sur certains départements. De plus, les interlocuteurs contactés n'ont pas toujours donné suite aux entretiens téléphoniques ou aux courriers électroniques. Un laps de temps plus long aurait peut être permis de récolter l'ensemble des données souhaitées.

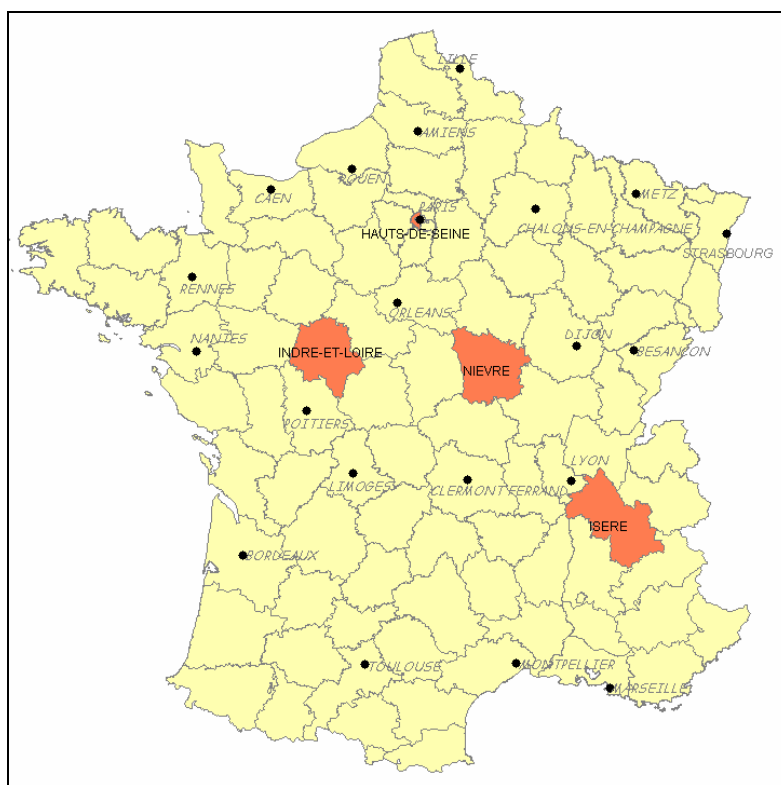


Figure 1: Localisation des départements étudiés

1 Cadre général

1.1 La législation relative aux Espaces Naturels Sensibles

La loi du 18 juillet 1985 confie aux Conseils généraux la compétence pour élaborer et mettre en oeuvre une politique en faveur de la préservation et de la valorisation des Espaces Naturels Sensibles (ENS). Ils peuvent s'appuyer pour ce faire sur deux outils spécifiques :

- un outil financier : la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS),
- un outil foncier : le droit de préemption.

Les principaux textes de référence sont les articles L. 142-1 à L. 142-13 et R. 142-1 à R. 142-19 du code de l'urbanisme ainsi que la circulaire du ministère de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports n° 95-62 du 28 juillet 1995 relative aux recettes et emplois de la TDENS. L'article L 142.1 1er alinéa du code de l'urbanisme issu de la loi n°85-729 du 18 juillet 1985, précise qu'afin « de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels (selon les principes posés à l'article L 111), le département est compétent pour élaborer et mettre en oeuvre une **politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles** (E.N.S.). »

1.1.1 La Taxe Départementale des ENS

L'initiative d'une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles appartient au Conseil général. Il vote l'institution d'une taxe spécifique : la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS), qui tient lieu de participation forfaitaire à ses dépenses dans ce domaine.

La TDENS est perçue sur la totalité du territoire du département et porte sur la construction, la reconstruction et l'agrandissement des bâtiments et sur les installations et travaux divers (pris au sens du code de l'urbanisme). Le Conseil général en fixe le taux en fonction des catégories de constructions, mais celui-ci ne peut pas excéder 2%. Quand elle est établie sur les installations et travaux divers, la taxe est assise sur la superficie des terrains faisant l'objet de l'autorisation et ne peut excéder 1,52 € par mètre carré.

La taxe est perçue au profit du département en tant que recette grevée d'affectation spéciale, donc utilisable que dans le cadre des ENS.

Début 2005, 73 départements avaient institués la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensible (TDENS). Le montant global de revient de la TDENS évolue chaque année en fonction du nombre de départements la mettant an place, mais aussi selon le taux de la TDENS (cf. tableau n°1). En 2004 ce montant était d'environ 115 000 000 €.

année	montant TDENS
1997	73 425 688
1998	82 584 854
1999	85 118 450
2000	100 530 744
2001	115 056 143
2002	130 639 951

Tableau 1: Etat récapitulatif du recouvrement (en euros) de la TDENS (évolution indicative des produits recouverts sur la base des réponses obtenues pour les années 1997 à 2002)

Actuellement il y a 8,5% des départements qui ont une TDENS comprise entre 0,8 et 2%, le restant ayant donc une TDENS inférieure à 0,8%.

Certain départements ne prélèvent pas de TDENS mais mettent tout de même en place une politique ENS en la finançant par le biais d'un budget global. Toutefois, La politique du département en matière d'Espaces Naturels Sensibles doit être compatible avec les orientations du schéma de cohérence territorial et des chartes intercommunales de développement et d'aménagement, lorsqu'ils existent, ou avec les Directives Territoriales d'Aménagement, ou, à défaut de DTA, avec les lois d'aménagement et d'urbanisme.

1.1.2 Le droit de préemption

Pour mener à bien la politique de protection des espaces naturels sensibles qu'il s'est assignée, le département peut également créer des zones de préemption spécifiques aux ENS sur son territoire. Le droit de préemption est un droit légal, ou contractuel, accordé à certaines personnes privées ou publiques d'acquérir un bien par priorité à toute autre personne, lorsque le propriétaire manifeste sa volonté de le vendre.

La création d'une zone de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles par le Département se fait à la demande de la commune (Art. L.142.3). Celle-ci doit donc délibérer sur un zonage précis défini sur un plan cadastral. Suite à cette délibération communale, le Conseil général délibère à son tour et publie cette décision dans le bulletin officiel du département ainsi que dans deux journaux régionaux diffusés dans le département.

1.2 La charte nationale des ENS de l'ADF

1.2.1 L'association des départements de France

L'Association des Départements de France (ADF) représente tous les départements. L'ADF offre aux élus et aux techniciens départementaux les moyens de confronter leurs idées, d'échanger leurs expériences et d'arrêter des positions communes sur les grands dossiers nationaux. Elle est à l'origine du lancement de la charte des ENS

Les principales missions de l'ADF sont :

- d'établir une concertation permanente entre tous les conseils généraux sur toutes les questions intéressant l'administration départementale et leur mise en œuvre ;
- de représenter l'ensemble des départements auprès des pouvoirs publics nationaux et européens ;

- de faire connaître et veiller à la prise en compte par le gouvernement de la position officielle des présidents des Conseils généraux sur tous les projets législatifs et réglementaires concernant les missions, compétences et activités des départements ;
- d'entretenir des relations étroites avec les assemblées parlementaires, afin que les positions des départements soient pleinement prises en compte dans les débats et travaux législatifs ;
- de tisser des liens avec toutes les autres institutions et organisations de la vie économique et sociale et de développer avec elles tout partenariat pouvant servir l'efficacité de l'action publique à l'échelon départemental.

Ainsi elle a mis en place en 2001 les premières Assises Nationales des ENS.

1.2.2 La charte

35 départements adhèrent actuellement à cette charte, rédigée à partir d'un « groupe d'experts » représentatif des départements français. Celle-ci a pour vocation de définir un cadre de référence commun aux diverses politiques ENS départementales. En effet lors des Troisièmes Assises Nationales des ENS, la nécessité de mieux faire connaître les politiques des Départements en matière d'ENS et de disposer d'un cadre de référence commun à tous les Départements, dans un contexte législatif très évolutif, est apparue.

Cette charte a pour vocation d'être complétée par un guide méthodologique et technique élaboré à partir de la diversité des expériences des Départements.

La charte se décline en neuf articles (cf. annexe n°1) :

- art. 1, les objectifs : la politique ENS doit répondre aux deux objectifs définis par la loi du 18 juillet 1985, celui de protection de la qualité des sites et celui de l'ouverture au public ;
- art. 2, la définition d'espace nature sensible : elle est précisée par chaque Conseil général en fonction de ses caractéristiques territoriales et des priorités politiques de protection qu'il se fixe ;
- art. 3, les moyens : la TDENS, l'article rappel à quelles fins les fonds de la TDENS peuvent être utilisés, et le droit de préemption
- art. 4, stratégie : sur la base d'un état des lieux des richesses naturelles et paysagères du département, le Conseil général définit les critères relatifs à sa politique et établit un Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles (SDENS) qui définit les objectifs et moyens d'intervention à court et long terme ;
- art.5, la préservation des sites : élaboration d'un plan de préservation, de suivi, de définition des objectifs de préservation et de gestion ;
- art. 6, l'ouverture au public : elle a principalement pour objectif la découverte, la sensibilisation aux intérêts scientifiques, culturels, écologiques et paysagers du site et l'éducation au patrimoine naturel ;
- art. 7, évaluation et suivi : le Conseil général établit un rapport annuel de son action et de celles de ses partenaires subventionnés et conventionnés, et le met à disposition du public. Le Conseil général contribue au renseignement d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs nationaux et fournit chaque année à l'Assemblée des Départements de France un bilan de la politique départementale des ENS et de l'utilisation de la TDENS. Il doit aussi mettre en place un suivi scientifique de ses actions permettant une évaluation de la pertinence de sa politique ;
- art. 8, communication ;
- art.9, veille et participation aux réseaux.

1.3 Les zones humides

1.3.1 Des milieux spécifiques à protéger

Le terme de zone humide regroupe un grand nombre de milieux différents : prairies inondables, mares, étangs, marais, plaines et forêts alluviales, ripisylve, bras morts...

Elles remplissent toutes de nombreux rôles en fonction de leur localisation dans le bassin versant et du type auquel elles appartiennent :

- fonctions hydrologiques : écrêtement des crues et régulation des débits, notamment à l'étiage, prévention des inondations, recharge des nappes souterraines, épuration des eaux (dénitrification, filtres, etc...) ;
- réservoir de biodiversité : lieux de reproduction, d'abri et de nourrissage pour de très nombreuses espèces animales, refuge d'espèces spécifiques rares, haltes migratoires ;
- fonctions économiques : production de sel, production de végétaux (roseaux, bois...) et d'animaux (poissons, coquillages, oiseaux...), capitale pour le maintien d'activités telles que la pêche, la chasse, l'élevage des coquillages et des crustacés, la fabrication de matériaux de construction, l'agriculture (fourrage, pâturage)...
- fonctions sociales et culturelles : lieux de détente, de loisirs et de découverte, de grande qualité paysagère.

On estime que la moitié des zones humides du territoire métropolitain a été détruite au cours des trente dernières années. Pollution, artificialisation, assèchement, curage, remblaiement, intensification, industrialisation, urbanisation, etc. sont autant de causes de la dégradation des zones humides.

1.3.2 Contexte international : la convention Ramsar

C'est en 1986 que la France a adhéré à la Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau, dite "Convention de Ramsar". La France s'est alors engagée sur la scène internationale à préserver les zones humides de son territoire.

Cette convention concerne l'ensemble des types de zones humides : lacs, étangs, rizières, lagunes, vasières, gravières, tourbières, mangroves, marais salants, golfes et baies, forêts humides, récifs coralliens, vallées alluviales, estuaires et deltas, mares et marécages, marais et ruisseaux, fleuves et rivières, prairies et terres inondables. Cette désignation constitue un label de reconnaissance international, et non une protection réglementaire ou une mesure contraignante ; elle est ainsi réservée à des sites d'intérêt majeur.

Comme tout adhérent à la Convention, la France a dû inscrire, sur la liste Ramsar, au moins une des zones humides d'importance internationale de son territoire. Aujourd'hui 17 sites ont été désignés, dont 3 en outre-mer.

La convention Ramsar souligne la prise de conscience internationale de l'importance des zones humides et dynamise la politique de protection à l'échelle nationale.

1.3.3 Contexte national sur la gestion de l'eau et des zones humides

1.3.3.1 La Directive Cadre sur l'Eau

La préservation des zones humides est un élément incontournable pour atteindre le bon état écologique des masses d'eau fixé par la DCE à l'échéance de 2015. En effet, les zones humides constituent un élément central du cycle hydrologique, remplissant des fonctions précieuses sur le plan économique et environnemental de régulation de la quantité et de la qualité de l'eau.

Les trois objectifs fondamentaux de la directive sont :

- assurer l'approvisionnement en eau potable à des fins économiques ;
- protéger l'environnement ;
- réduire les conséquences des inondations et des épisodes de sécheresse.

De par leurs spécificités, les zones humides concourent à atteindre ces objectifs. De plus, la directive cadre concerne directement les zones humides puisqu'elle « a pour objet d'établir un cadre pour la protection des eaux intérieures de surface, des eaux de transition, des eaux côtières et des eaux souterraines qui :

- prévienne toute dégradation supplémentaire, préserve et améliore l'état des écosystèmes aquatiques ainsi qu'en ce qui concerne leurs besoins en eau, des écosystèmes terrestres et des zones humides qui en dépendent directement ;
- promeuve une utilisation durable de l'eau, fondée sur la protection à long terme des ressources en eau disponibles ;
- assure la réduction progressive de la pollution des eaux souterraines et prévienne l'aggravation de leur pollution et
- contribue à atténuer les effets des inondations et des sécheresses... »

L'article 4 qui reprend les objectifs environnementaux précise que pour les eaux de surface et les eaux souterraines « les Etats membres mettent en oeuvre les mesures nécessaires pour prévenir la détérioration de l'état de toutes les masses d'eau de surface, [...] masses d'eau souterraine [...] ». La protection des zones humides doit faire partie de ces mesures nécessaires au titre de leur rôle épuratoire.

L'annexe VI, qui liste les mesures à inclure dans les programmes de mesure, cite clairement la récréation et la restauration des zones humides.

La directive cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau scelle et conforte, par ses objectifs de reconquête du milieu, l'importance qui doit être accordé au suivi et au maintien des zones humides.

1.3.3.2 Les SDAGE

▪ Bassin Loire Bretagne

La révision du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) résulte de la transcription en droit français de la directive cadre européenne sur l'eau. Cette révision de 2009 conduira certainement à la production de listes ou de surfaces de zones humides à respecter, ainsi qu'un programme précis de mesures à mettre en oeuvre.

▪ Bassin Rhone Méditerranée Corse

« Le SDAGE prévoit de contribuer à une politique efficace de préservation des zones humides du bassin en vue d'enrayer le processus de disparition progressive aujourd'hui constatée. »

Dès 1997, et conformément aux préconisations du SDAGE, une Commission Technique Zones Humides, composée de représentants des diverses catégories d'acteurs (collectivités, services de l'État et établissements publics, usagers agricoles et industriels, monde associatif, etc.), a été mise en place à l'échelle du bassin Sa mission est de faciliter l'élaboration de documents généraux de méthodologie sur des sujets tels que la réalisation des inventaires, le suivi et l'évaluation des zones humides, etc.

Certains outils ont été mis en place : une brochure d'information et de sensibilisation sur les zones humides, des guides techniques sur l'inventaire et les indicateurs de suivi ainsi qu'une base de données.

1.3.3.3 9^{ème} programme des Agences de l'eau (2007-2012)

Ce neuvième programme va sûrement mettre l'accent sur une augmentation de la protection des zones humides à fort enjeu patrimonial et pour la biodiversité. Dans ce cadre un développement et le soutien d'une agriculture d'élevage extensif va probablement être favorisé pour l'entretien des sites.

▪ Bassin Loire Bretagne

L'objectif de restauration des milieux aquatiques concerne 12000 km cours d'eau et 30000 ha de zones humides.

▪ Bassin Rhone Méditerranée Corse

L'Agence de l'eau va engager la restauration physique de 40 bassins prioritaires au titre du SDAGE. De plus, elle envisage la restauration et/ou la préservation de 10 000 ha de zones humides. L'Agence incite à la gestion durable et à la non dégradation des milieux, avec une attention particulière pour la conservation des têtes de bassins et des milieux remarquables. A ce titre, elle aide les programmes de restauration et de gestion ainsi que la maîtrise foncière. Pour ces actions, le taux d'aide est de 50 %.

L'Agence soutient également les services d'assistance technique à l'entretien et la restauration des cours d'eau mis en place par les Départements. Cela passe par des aides avec un taux de 50 % pour les études et l'élaboration des plans de gestion pluriannuels, 30 % pour les travaux et 70 % pour le financement d'un poste chargé de l'assistance technique à l'entretien.

▪ Bassin Seine Normandie

Trois objectifs principaux sont mis en avant:

- Préserver les habitats et la biodiversité : maintenir la qualité physique et biologique des milieux aquatiques pour les masses d'eau identifiées en bon ou très bon état, ou en bon potentiel écologique.
- Diversifier les habitats et favoriser la biodiversité : améliorer les caractéristiques physiques des habitats pour les masses d'eau où le premier facteur déclassant est l'hydromorphologie. Il s'agit de favoriser l'installation et le développement équilibré de la faune et de la flore.
- Développer la continuité écologique : faciliter la libre circulation des espèces et des sédiments, actuellement entravée par un nombre important d'ouvrages (8.000 sur le bassin).

Pour cela, des aides sont mises en place pour les actions qui permettent d'atteindre ces objectifs, notamment celles qui concernent :

- une meilleure connaissance des milieux (diagnostics, inventaires...) ;
- une information et une sensibilisation adaptées des partenaires et du public ;
- l'entretien des milieux par une gestion raisonnée et équilibrée ;
- la restauration des milieux avec une préférence pour les techniques de génie végétal ;
- la renaturation, pour la diversification des habitats et la reconquête de la fonctionnalité des cours d'eau et des zones humides naturelles ou artificielles ;
- la continuité écologique avec l'effacement de l'effet des ouvrages (ouverture de vannes lors de périodes spécifiques, mise en place de passes à poissons si l'effacement est impossible) comprenant aussi la reconnexion du lit principal avec les annexes et les petits affluents ;
- la préservation des milieux par maîtrise foncière sous forme d'acquisitions ou d'actions conventionnées ;
- la lutte contre les pollutions diffuses ;
- la mise en place de relais locaux (gardes rivières, gardes zones humides, gardes littoraux ou techniciens...) et les cellules d'animation à la gestion de rivières, du littoral ou de zones humides. Ils doivent permettre de mieux sensibiliser les acteurs locaux au moyen de formations, d'événements et d'outils de communication ;
- l'émergence des maîtres d'ouvrage, capables de porter les actions pertinentes à l'échelle des masses d'eau ou des unités hydrographiques cohérentes. L'objectif est de définir un programme de travaux pertinents à ces échelles ;
- la prévention des inondations.

De plus un Zonage des zones humides pour la lutte contre la pollution diffuse sera entrepris. Ce zonage définit les zones humides pouvant bénéficier des mesures agri-environnementales dans le cadre du plan de développement rural hexagonal. Il porte sur 400.000 hectares soit environ 70 % des zones humides du bassin Seine Normandie.

1.3.4 Autres textes règlementaires

▪ La LOADDT

En modifiant la loi du 4 février 1995, la Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire du 25 juin 1999 (LOADDT) a pris le parti d'instituer un nouveau dispositif de planification territoriale : les schémas de services collectifs. Celui concernant les Espaces Naturels et Ruraux (SENR) fixe les orientations fondamentales de la gestion, de la protection et de la mise en valeur des milieux naturels, notamment des zones humides.

Le schéma fixe les orientations permettant leur développement durable en prenant en compte l'ensemble des activités qui s'y déroulent, leurs caractéristiques locales ainsi que la fonction économique, environnementale et sociale.

Il définit les principes d'une gestion équilibrée de ces espaces qui pourront notamment être mis en oeuvre par les Contrats d'Agriculture Durable (CAD). Il décrit les mesures propres à assurer la qualité de l'environnement et des paysages, la préservation des ressources naturelles et de la diversité biologique, la protection des ressources non renouvelables et la prévention des changements climatiques. Le schéma identifie aussi les territoires selon les mesures de gestion qu'ils requièrent, ainsi que les réseaux écologiques et les extensions des espaces protégés qu'il convient d'organiser.

L'article 33 de la loi prévoit le financement des actions par le fond de gestion des milieux naturels.

▪ Les MAE

Les aides communautaires de la politique agricole commune ne sont acquises que sous réserve du respect de l'écoconditionnalité ; les Contrats d'Agriculture Durable (CAD) trouvent dans les zones humides un point d'application des Mesures Agri-Environnementales (MAE).

Actuellement une discussion importante porte sur l'octroi d'une aide pour que les agriculteurs continuent à assurer leur rôle de gestionnaires des zones humides. En contre partie l'agriculteur doit s'engager pour :

- la préservation des habitats semi-naturels constitués par les prairies humides,
- la gestion de paysages emblématiques,
- l'entretien des réseaux de canaux (curage et lutte contre les espèces végétales invasives compris),
- le contrôle des espèces animales invasives (rat musqué, ragondin),
- la préservation de races et de variétés locales,
- le maintien des zones d'expansion des crues, etc.

Le ministère de l'agriculture a d'ailleurs annoncé une Mesure Prairie Humide (MPH). Toutefois cette mesure n'est applicable qu'aux marais de Poitou- Charentes et des Pays de Loire. Cette mesure s'inscrit dans le nouveau programme de développement rural et s'étend de 2007 à 2013.

Cette aide spécifique reste dans le cadre des mesures agri -environnementales: l'exploitant s'engagera dans un contrat de 5 ans où figure le respect d'un cahier des charges et une rémunération de 150 €/ha. Un budget de 8 millions d'euros est prévu.

Le cahier des charges de la MPH s'articule autour de 6 points :

- enregistrement des interventions mécaniques et des pratiques d'élevage (calendrier de pâturage, date de fauche, date et niveau de fertilisation) ;
- interdiction de labour des prairies ;
- interdiction de nivellement et de drainage ;
- limitation de la fertilisation à 60 U d'azote ;
- interdiction de traitements phytosanitaires, sauf de façon localisée ;
- ajustement de la pression de pâturage (taux de chargement moyen annuel à respecter) ou retard de fauche au 1er juin.

La politique des ENS s'inscrit donc dans un double objectif :

- la protection et la gestion des milieux,
- l'ouverture et la sensibilisation du public.

Cela s'inscrit dans un contexte général de protection de l'environnement et plus spécifiquement des zones humides depuis la fin des années 1980, que ce soit au niveau national, européen ou international. Ce type de milieu étant en déclin, une prise de conscience globale a vu le jour concernant l'importance de leur préservation. La politique des ENS va aussi dans ce sens et participe activement à la protection des zones humides.

2 La politique ENS vis-à-vis des zones humides en Indre et Loire

2.1 Description du département

D'une superficie de 6 150 km², dont la préfecture est la ville de Tours, le département d'Indre et Loire connaît un climat de type océanique atténué. Le relief est très peu accentué. Il se compose de plateaux peu élevés coupés par de nombreuses et vastes vallées, dont celles de la Loire et de ses affluents.

Deux principaux plateaux : la Gâtine tourangelle, couverte de landes ou de forêts où les exploitations céréalières restent assez modestes, et le plateau du Chinonais avec ses vastes forêts domaniales. Les vignobles s'étendent le long de la vallée de la Loire et les vergers abondent sur les pentes bien exposées des vallées de l'Indre et du Cher.

Le Val de Loire est un paysage culturel protégé par l'UNESCO depuis novembre 2000. Avec près de 90 kilomètres de berges fluviales, et une soixantaine de communes concernés, la Touraine est le département le plus représenté du tracé retenu par l'UNESCO.

La Touraine est aussi touristique avec plus de 80 châteaux et demeures historiques ainsi qu'une quarantaine de musées.

2.2 Etat des lieux des ENS du département

2.2.1 La politique globale

Il n'y a pas une orientation claire de la politique du Conseil général vis-à-vis des zones humides au sein des ENS. Cela s'explique principalement par le grand nombre de cours d'eau et de milieux aquatiques qui, à la fois n'engendre pas de besoins spécifiques pour ce type de milieu et dans le même temps, fait que les zones humides sont déjà le premier type de sites protégés.

Actuellement une réflexion technique sur l'élaboration d'un Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles (SDENS) se met en place mais il n'y a pas encore de volonté politique. Le SDENS pourrait fixer des orientations générales dans le choix des types de sites à classer en priorité ; ce qui confirmerait la tendance actuelle, qui se tourne principalement vers le classement des zones humides.

Le département n'est pas encore signataire de la charte des ENS de l'ADF car il ne possède pas de SDENS, engagement obligatoire de la charte.

2.2.2 Les sites actuels

▪ Les sites départementaux :

Les sites départementaux sont ceux dont le département est maître d'ouvrage direct, il est à la fois le propriétaire et le gestionnaire. Sur les treize sites concernés en Indre et Loire, sept sont actuellement ouverts au public :

- la pomardière, espace forestier ;
- les pièces de la plaine, anciennes carrières avec baignade, loisir, détente ;
- la carrière musée, où le public est invité à trouver des fossiles ;
- l'étang du Louroux, avec des animations sur la découverte de la faune avicole principalement, une aire de détente et une activité pêche ;
- les puys du chinonais, pelouse sèche avec flore de type méditerranéenne ;
- l'île de rochecorbon, un paysage typique des bords de Loire avec un sentier de promenade ;
- la grande rouge, la petite ilette et la grande ilette sur les bords de l'Indre (cf. figure 2 et 3).

Des sentiers de découverte du patrimoine naturel sont en cours de conception sur 4 sites: l'Étang du Louroux, l'Île de La Métairie, le Bois-Chétif et les Bardeaux de l'Indre.



Figure 2: ENS d'Indre et Loire : la pièce de la plaine et l'étang du Louroux (source : CG 37)

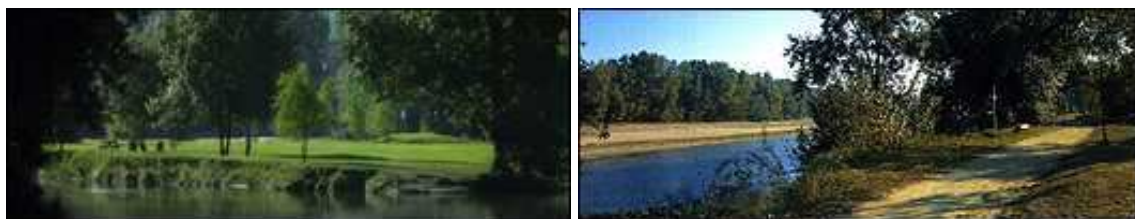


Figure 3: ENS d'Indre et Loire : la grange rouge et l'île de Rochecorbon (source : CG 37)

▪ Les sites locaux

Ce sont les sites acquis par les communes ou les collectivités locales (groupement de communes...). Il y en a actuellement 28, dont 60% sont des zones humides (étang, bords de cours d'eau, marais...).

Au total, l'ensemble des sites représente une superficie acquise pour début 2007 de 954ha dont plus de 60 % sont des zones humides.

2.3 Les moyens

2.3.1 La TDENS

La TDENS fait suite à la Taxe Départementale sur les Espaces Verts (TDEV), mise en place en 1979 à un taux de 1%. Le département avait alors limité les sites aux espaces inondables de la vallée de la Loire et de l'Indre, avec une volonté de non mise sous cloche ainsi que non transformation en base de loisir. Pourtant, de part l'essence même des sites (proximité de l'eau), l'aspect récréatif a été mis en avant. Des aménagements paysagers et d'agrément y ont été réalisés sans réflexion sur l'objectif pédagogique de l'ouverture des sites au public.

Depuis 1987, la TDEV est remplacée par TDENS à un taux de 0.75 %. En 2005 la TDENS a rapporté 1.3 millions d'euros en Indre et Loire.

2.3.2 Les subventions accordées aux communes

Le Conseil général subventionne les communes à hauteur de :

- 90 % du montant de l'acquisition Hors Taxe (H.T.);
- 60 % du coût H.T des études de gestion et d'aménagement, plafonnés à 15 500 €;
- 40 % du montant H.T des travaux autorisés dans le cadre de la réglementation E.N.S., plafonnés à 77 000 €.

2.3.3 Les moyens humains et techniques

En 1992 une personne chargée de mission a été embauchée pour lancer la politique ENS après le passage de la TDEV à la TDENS. L'ouverture au public a d'abord été privilégiée et passait par la mise en place de bancs, tables, aires de jeux... La notion de biodiversité est apparue plus tard et, en 2000, une équipe technique consacrée aux ENS a été mise en place.

Ainsi actuellement trois personnes sont dédiées aux ENS au sein du Conseil général : un chargé de mission et deux techniciens. Sur le terrain deux personnes sont embauchées par les communes grâce à des financements du Conseil général : un garde animateur sur l'étang du Louroux et un agent d'entretien pour les ENS de la Ville aux Dames.

2.3.4 Le choix des sites : l'inventaire zones humides

Engagé par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF), en partenariat avec le Conseil général et avec des financements Agence de l'eau, cet inventaire répertorie les zones humides de plus de 1000m² du département.

L'enjeu pour la DDAF est de définir des unités fonctionnelles pour mieux les prendre en compte, et donc mieux les protéger, dans les documents réglementaires (étude d'incidence, d'impact...).

Il y a une réflexion pour qu'à terme ce document évolue vers un inventaire avec une portée réglementaire. Le porté à connaissance pour les élus et les habitants s'effectue à travers des cartes communales des zones humides.

Initialement le Conseil général pensait que les zones humides répertoriées les plus intéressantes pourraient constituer des sites potentiels d'ENS. Mais l'inventaire fourni plutôt des orientations sur le type de sites à classer ENS afin de les protéger (milieux peu présents dans le département, en régression, etc.). Toutefois l'inventaire ne prend pas en compte les milieux secs associés parfois aux zones humides, ni les sites de moins de 1000m². Ainsi de nombreux ensemble de milieux intéressants n'apparaissent pas dans l'inventaire.

Au total plus de 500 sites ont été recensés. La base de données constituée est équivalente à celle de l'IFEN sur les zones humides nationales (Institut Français de l'ENvironnement) où l'on retrouve pour chaque site une définition des fonctionnalités de la zone humide, les usages présents, les enjeux majeurs ...

Malgré cet outil, le choix des sites se fait principalement par opportunisme, généralement lors de vente de terrains.

2.4 Mise en œuvre de la politique ENS

2.4.1 Préservation : les plans de gestion

Il n'y a pas de systématisation des plans de gestion sur les sites classés ENS :

- soit parce que la gestion est simple
- soit l'intérêt écologique est faible

Sur les sites dont le Conseil général est le maître d'ouvrage direct (sites départementaux), des plans de gestion sont quasiment toujours mis en place. Ils sont établis par prestataires extérieurs.

Sur les sites propriétés de communes les plans de gestion sont fortement conseillés mais il n'y a pas d'obligation réglementaire. Toutefois, il faut noter une forte sensibilisation des élus et en une intégration de la nécessité d'un plan de gestion.

2.4.2 Valorisation des sites

- Economique :

Le choix se tourne vers la mise en place d'une agriculture adaptée sur site. Cela se traduit par une convention avec un agriculteur qui doit respecter les termes choisis par le Conseil général. Sur certains sites des actions spécifiques sont entreprises (pisciculture sur l'étang du Louroux, vente du bois de l'aménagement du Bois Chétif...)

- Touristique :

L'ouverture au public et la mise en place sentier découverte a été mise en place sur 4 sites qui sont des zones humides (Louroux, Bois Chétif, Bardeau de l'Indre et l'Ile de la Métairie)

- Pédagogique :

Une convention a été passée avec le CPIE et la Maison de la Loire. A travers une incitation financière de 10000€, le Conseil général oblige ces associations à faire des sorties avec des scolaires, des centres de loisir et du grand public sur les sites ENS.

- Sociale :

La plus grosse compétence du Conseil général porte sur ce volet au sein du département. Ainsi, lors de la phase de travaux pour l'aménagement ou l'entretien des sites ENS, le Conseil général fait fréquemment appel à des entreprises d'insertion. Non seulement c'est une aide à la réinsertion par le travail, mais cela donne aussi aux travailleurs sociaux une sensibilisation à l'environnement au travers de l'impact positif de leur travail sur le milieu.

2.4.3 Perspectives

Le Conseil général est maître d'ouvrage direct de près de 500 ha. Il souhaite mettre à terme les sites en réseau et développer un produit touristique à travers l'animation et la pédagogie établies sur les ENS. L'objectif étant de promouvoir un tourisme vert respectueux de l'environnement.

Dans ce cadre, une réflexion doit porter sur un maillage de sites, avec une répartition spatiale équilibrée et la diversification du type de milieu afin d'établir une mosaïque (soit plus de milieux secs).

Le développement de la politique ENS est un enjeu majeur en Indre et Loire dans le secteur environnemental. Il n'y a actuellement pas de volonté explicitement affichée de protection des zones humides, mais elles représentent déjà la majeure partie des sites classés ENS.

Il faut aussi souligner la réflexion technique sur l'élaboration d'un SDENS, avec un choix des sites basé sur l'inventaire zones humides existant qui pourrait être complété par un inventaire des milieux secs.

3 La politique ENS vis-à-vis des zones humides en Isère

3.1 Description du département

L'Isère s'étend sur 7 431 km² et possède 1 100 000 habitants ; sa préfecture est Grenoble.

On peut diviser son territoire en deux parties :

- le Nord-Ouest : préalpin, constitué de dépôts argileux et sableux, cet espace est principalement consacré à l'agriculture (céréales, mais aussi cultures maraîchères) et à l'élevage (bovin, mais aussi porcin).
- le Sud-Est : pays alpin, il est constitué de formations calcaires (plateau du Vercors, massif de la Chartreuse) et de massifs cristallins (Belledonne, Oisans). Vouée à l'hydroélectricité et au tourisme, cette zone est percée de vallées où une industrie diffuse côtoie un artisanat et un commerce traditionnels.

Le climat de l'Isère est de type continental, froid en hiver (gelées et chutes de neige fréquentes), chaud en été.

Le département conserve un environnement privilégié avec 21 000 ha de forêts, 2 100 km de rivières (qui ont un débit assez irrégulier, fonction de la fonte des neiges et de la pluviosité), trois parcs naturels (Les écrins, la Chartreuse, Le Vercors), et plus de 100 lacs et points d'eau.

L'Isère a une grande vocation touristique (3^{ème} rang national pour la saison d'hiver) avec ses 36 stations de sport d'hiver. Mais il possède aussi des secteurs industriels importants : deuxième pôle de recherche publique français, une filière électronique et informatique particulièrement puissante, un pôle bio-médical et des biotechnologies sur Grenoble qui jouit d'une notoriété établie dans le domaine de la santé et des technologies. A cela s'ajoute quelques autres secteurs de pointe comme la mécanique et le travail des métaux, la chimie-pharmacie et l'agro-alimentaire.

3.2 Etat des lieux des ENS du département

3.2.1 La politique globale

En Isère, le Conseil général contribue, avec tous les acteurs concernés, à protéger la diversité exceptionnelle en faune et flore du département, par la préservation des espaces naturels, notamment les zones humides (tourbières, marais,...).

Dans le cadre du Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles, une trentaine de sites départementaux et une centaine de sites locaux constitueront le réseau des Espaces Naturels Sensibles de l'Isère, lieux privilégiés pour la conservation, la gestion et la découverte des richesses naturelles.

Le Conseil général travaille depuis 2001 à l'élaboration d'un réseau écologique départemental, avec l'appui d'un bureau d'étude spécialisé, présenté comme un système d'analyse du fonctionnement biologique et paysager destinée à permettre de comprendre les enjeux naturels et de planifier des actions coordonnées dans une vision à long terme.

L'Isère est aussi signataire de la charte « zone humide » en Rhône Alpes, mise en place par l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse en 2000. Le Département est aussi engagé dans la Charte ENS de l'Association des Départements de France.

3.2.2 Les sites actuels

▪ Les sites départementaux

Treize sites sur les 30 gérés directement par le département sont des zones humides (cf. figure 4 et 5). Au total il a été identifié :

- surface acquise 135ha
- surface d'intervention 1779ha



Figure 4: ENS isérois : tourbière de l'Herretang, étang de Lemps et marais de Chirens (source : CG 38)



Figure 5: Borne pédagogique sur un ENS Isérois (source : CG 38)

▪ Les sites locaux

Le Département a mis en œuvre une labellisation de ses sites classés ENS (cf. paragraphe 3.5.2 page 24). 39 de ces 71 sites labellisés actuellement sont des zones humides. Il y a encore potentiellement 200 sites à classer sur le département, cela représente :

- surface en préemption 366ha
- surface d'intervention 839ha
- surface acquise 255ha

Les sites locaux représentent des sites majeurs en Isère car ils touchent principalement les milieux prioritaires que sont les zones humides et plus particulièrement les tourbières.

En 2005 sur le réseau des espaces protégés est constitué de 101 sites labellisés, dont 26 tourbières, 57 zones humides et 7 pelouses sèches. En outre, plus de 2 500 hectares sont en zone de préemption et près de 7 400 hectares sont déjà acquis et donc protégés à long terme.

3.3 *La charte zones humides Rhône Alpes Méditerranée Corse*

L'agence de l'eau Rhône Alpes Méditerranée Corse est à l'initiative de cette charte lancée en 2000. Elle s'articule autour de cinq axes majeurs sur lesquels les acteurs publics et privés doivent s'engager :

- Mieux connaître et inventorier les zones humides et leurs espaces de fonctionnalité :
 - pour mieux connaître leur localisation, leur fonctionnement et leurs rôles ;
 - pour disposer de documents de référence nécessaires à la mise en oeuvre cohérente et coordonnée des actions respectives de l'État, des collectivités et des gestionnaires locaux ;
 - pour planifier plus efficacement des programmes d'actions communs.

- Intégrer les zones humides dans les politiques d'aménagement du territoire

L'État et les collectivités s'assureront que leurs politiques d'orientations économiques définissent des recommandations en matière de préservation des zones humides qui seront reprises dans les outils de planification (schémas directeurs d'urbanisme, schémas départementaux des carrières, directives paysagères, etc.).

De même, les communes et les structures de gestion locale devront prendre en compte les zones humides dans leur politique d'aménagement du territoire et de développement économique (tourisme et loisirs, infrastructures routières, ZAC, etc.). Par exemple, les communes identifieront les zones humides dans les PLU et définiront des règlements adaptés à leur conservation.

Les Commissions Locales de l'Eau et les Comités de rivières, de lacs, d'étangs, de baies ou de nappes développeront un volet spécifique aux zones humides dans le cadre des SAGE et des contrats. L'État, l'Agence de l'Eau et les collectivités territoriales favoriseront et soutiendront techniquement et financièrement ces démarches.

- Orienter les financements publics pour inciter et soutenir les actions en faveur des zones humides

Les programmes d'aides dans le domaine de l'eau des Conseils généraux et des Conseils régionaux, de l'État, de l'Agence de l'Eau inciteront à la préservation et à la restauration de ces milieux à l'échelle des bassins versants.

Les politiques publiques de soutien aux actions dans le domaine de l'eau et hors domaine de l'eau touchant à l'aménagement du territoire (urbanisme, voirie, équipements, etc.) seront compatibles et cohérentes avec la conservation des zones humides.

Ces financements publics seront impérativement conditionnés au respect, par les maîtres d'ouvrages, des préconisations du SDAGE relatives aux zones humides. A ce titre, il est impératif que tous les porteurs de démarches concernant la gestion des milieux aquatiques (SAGE, contrats de milieux,...) respectent les principes de la présente charte et les mettent en oeuvre.

- Mettre en place une gestion concertée et durable des zones humides dans leur bassin versant :

- par l'élaboration de plans de gestion des zones humides à l'échelle locale, adaptés à leurs fonctionnalités ;
- par l'utilisation complémentaire d'outils de protection et de gestion ;
- par la participation du monde agricole au travers de contrats territoriaux d'exploitation, de conventions locales de gestion des zones humides.

Dans ce cadre, l'État, l'Agence de l'Eau et les collectivités territoriales (notamment au travers de la Taxe Départementale d'Espace Naturel Sensible) soutiendront techniquement et financièrement les communes pour faciliter la maîtrise foncière et la gestion de ces milieux.

- Participer activement au réseau des acteurs du bassin impliqués dans la gestion des zones humides avec comme objectifs de :
 - développer les échanges techniques et valoriser les retours d'expériences notamment en matière de gestion ;
 - promouvoir les actions de formation et de sensibilisation ;
 - favoriser la valorisation et la mise à disposition des données relatives aux zones humides ;
 - établir régulièrement un bilan des différentes actions engagées au titre de la présente charte.

Sur la base de ces principes, les acteurs travailleront ensemble pour définir, au niveau régional ou départemental, des programmes d'actions communs pour mettre en œuvre de manière très concrète cette charte.

3.4 Les moyens mis en oeuvre

3.4.1 La TDENS

En Isère, la Taxe Départementale sur les Espaces Naturels Sensibles a été instituée en 1985, remplaçant l'ancien fond départemental d'espaces verts et de loisirs. Le taux de cette taxe, initialement fixé à 1 %, a été porté en 1991 à 1,5 %.

3.4.2 Les subventions accordées aux communes

Les montant des subventions accordées au titre des ENS est fonction du nombre d'habitants de la commune. 1 % par tranche de 100 habitants sera payé par la commune et le restant par le Conseil général. Par exemple, pour une commune de 900 habitants, le Conseil général prendra 91 % des dépenses à sa charge. Cela a pour but de favoriser les communes les plus pauvres à concrétiser leur politique ENS.

3.4.3 Les moyens humains et techniques

Neuf personnes travaillent au pôle ENS du Conseil général, dont quatre techniciens qui se répartissent les 36 sites.

Dans les subventions versées, la part qui sert à l'embauche d'agent par les communes pour l'entretien et l'animation des sites n'a pas encore été évaluée.

3.4.4 Le SDENS

Le schéma directeur des espaces naturels isérois a décidé de protéger les espaces naturels prioritaires en Isère. Ces sites sont des zones humides (marais, étangs, tourbières, prairies humides, forêts alluviales) mais aussi des prairies sèches et certains milieux forestiers spécifiques. A partir principalement des inventaires des zones humides réalisés ces dernières années, environ 200 sites prioritaires ont été inventoriés.

Certains de ces 200 sites locaux potentiels sont d'ores et déjà protégés par des mesures réglementaires (réserve naturelle volontaire, arrêté préfectoral de protection de biotope), mais le plus souvent ils ont été seulement identifiés dans l'inventaire des ZNIEFF.

▪ Le choix des sites

Le choix de sites locaux se base sur plusieurs documents :

- l'inventaire « tourbières » Rhône Alpes de 2003
- des inventaires antérieurs sur le département

- des questionnaires envoyés à chaque commune, demandant au maire d'indiquer s'il considère qu'un ou plusieurs sites de sa commune mériteraient d'être classés en tant qu'ENS.

3.5 Mise en œuvre de la politique ENS

3.5.1 Préservation

Un espace naturel sensible est défini par un zonage contractuel qui délimite le rayon d'action pour la préservation des habitats et des espèces. La contractualisation avec les communes sur les sites locaux se fait par une convention de 10 ans renouvelable 3 fois.

Les ENS sont divisés en deux zones sur lesquelles les modalités de préservation diffèrent:

▪ La zone d'intervention

C'est l'espace sur lequel s'applique le plan d'aménagement, de préservation et de gestion du site, ainsi que les actions de recherche scientifique, de préservation des milieux et des espèces ou encore de valorisation (ouverture au public, éducation à la nature et à l'environnement...). La maîtrise foncière ou d'usage par la commune à moyen terme est un préalable à la sauvegarde de cet espace. Elle est le garant de la préservation du patrimoine de la commune. Cette zone est géographiquement incluse dans la zone d'observation.

▪ La zone d'observation

La zone d'observation est l'espace de veille écologique qui influence fortement le fonctionnement de la zone d'intervention (ENS). Pour une zone humide, la zone d'intervention peut couvrir l'ensemble de son bassin versant. Cet espace peut être d'une surface égale ou plus grande que la zone d'intervention.

Cette zone périphérique peut faire l'objet d'actions spécifiques de partenariat avec les acteurs locaux et les usagers (agriculteurs, sportifs, pêcheurs...). Les activités respectueuses de l'environnement peuvent ainsi être encouragées et facilitées par la commune. Elle peut aussi servir à l'accueil du public dans le cas où le cœur de du site (ENS) est très fragile.

Actuellement une grande réflexion sur ces espaces bien qu'en pratique, les actions soient limitées.

3.5.2 Valorisation des sites

▪ Le label ENS

Ce label sous-entend que la commune et le Conseil général doivent respecter un certain nombre de droits et devoirs qui sont décrits dans une convention dite « convention d'intégration au réseau ENS » signée par la commune et le Conseil général (cf. figure 6). Le Conseil général fournit un catalogue des ENS labellisés ; il peut s'agir de plusieurs types de sites naturels :

- des sites départementaux gérés par le Conseil général (et propriété du CGI)
- des sites locaux gérés par des communes, des communautés de communes ou des associations
- des réserves naturelles d'Etat
- des sites associés au réseau ENS (Réserve naturelle régionale des Etangs de Mépieu, certaines forêts domaniales, Ile du Beurre...).

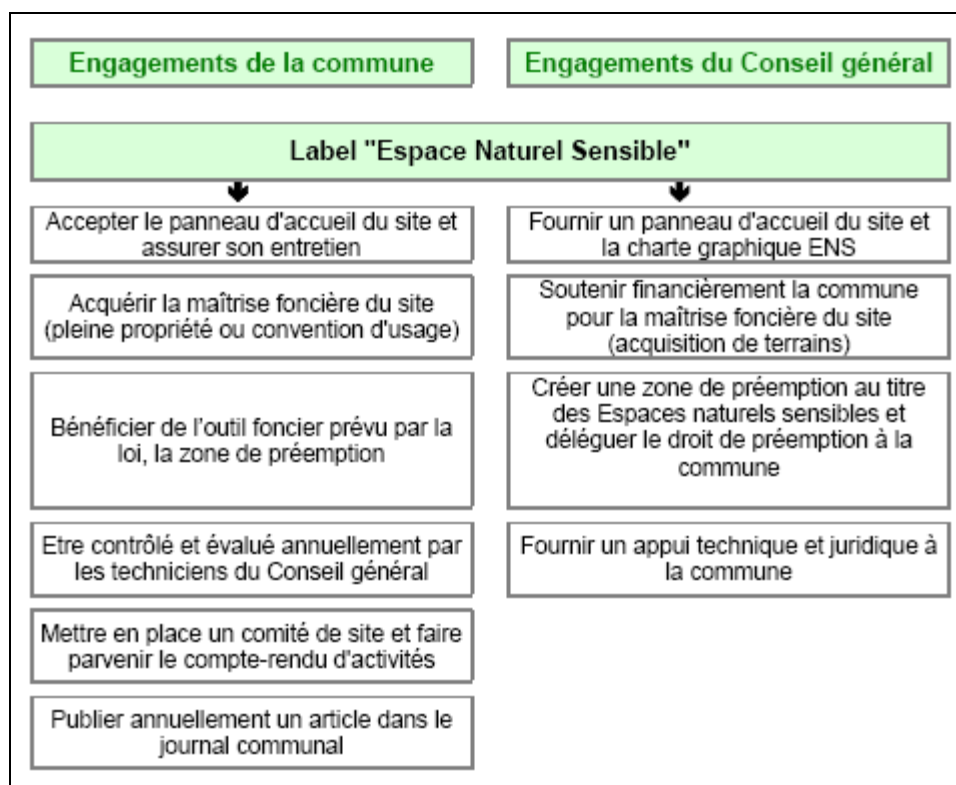


Figure 6: Procédure de labellisation d'un ENS en Isère (source : CG 38)

▪ Pédagogique :

A travers les ENS, le Conseil général a l'ambition de faire connaître à chacun la vie d'une dizaine d'espèces emblématiques du département. Ces espaces ont pour vocation d'apprendre aux scolaires la richesse et le fonctionnement des milieux naturels conduisant au respect et à l'éco-citoyenneté.

"En chemin sur les ENS" est une opération créée par le Conseil général à partir de la rentrée 2003-2004 pour les élèves des classes d'écoles élémentaires et des collèges. Elle s'appuie sur une aide financière versée aux établissements pour la réalisation d'une intervention pédagogique sur un ENS labellisé ouvert au public.

3.5.3 Perspectives

Il y a actuellement une forte volonté de développer la politique « corridors » en terme d'actions. La notion de réseau de milieux semble essentielle pour une gestion efficace et cohérente et obtenir une possible liaison entre les sites. La définition et la mise en place de procédures permettant d'asseoir cette volonté doivent être engagées. Dans ce cadre, le Réseau Départemental des Corridors Biologiques de l'Isère (REDI) a été mis en place afin de définir les actions prioritaires avec les milieux et les espèces cibles.

En Isère, la protection des zones humides est un thème majeur depuis plusieurs années, se traduisant notamment par la signature en 2000 de la charte « zones humides Rhône Alpes Méditerranée Corse ». La politique ENS s'attache à conserver cet axe de travail par le classement des zones humides en milieux prioritaires dans le SDENS. Ainsi, plus de 80 % des sites labellisés ENS sont des zones humides.

4 La politique ENS vis-à-vis des zones humides dans les Hauts de Seine

4.1 Description du département

Le département des Hauts-de-Seine a l'originalité d'être, avec Paris, l'un des départements les plus urbanisés de France. Il ne fait que 175 km² près de 1,4 millions d'habitants.

S'il subsiste plusieurs espèces protégées à l'échelle régionale, nationale et même européenne, l'essentiel de la faune et de la flore présentes sur le territoire des Hauts-de-Seine appartient à la « nature ordinaire ». Cependant, si aucune politique n'est mise en place pour sa protection, cette nature ordinaire risque de disparaître rapidement du fait de la pression foncière. Le Département souhaite initier une politique de protection de la nature pour répondre à ce problème, principalement à travers les ENS.

4.2 Etat des lieux des ENS du département

4.2.1 La politique globale

Dans les Hauts-de-Seine l'urbanisation importante fait des espaces naturels des lieux de promenade et de détente nécessaires à la vie citadine en offrant un dépaysement et de la tranquillité. Une politique active de préservation de milieux naturels intéressants s'est donc mise en place pour concilier activité humaine et maintien d'une richesse faunistique et floristique.

Environ 45 % de la superficie du département, soit 7 830 hectares, sont composés d'espaces verts. Ce terme regroupe une grande diversité de situations. En effet, la tendance est à la banalisation des espèces sur ces milieux de part des modes de gestion de type espace vert urbain traditionnel. Actuellement les milieux naturels du département sont qualifiés de « nature ordinaire » car il n'y a pas ou peu d'espèces ou de groupements floristiques rares.

La politique des espaces naturels sensibles a pour vocation :

- de protéger les milieux riches en faune et en flore des aménagements qui pourraient leur être dommageables ;
- de favoriser, là où cela est possible, la biodiversité sur des espaces fortement soumis à l'action de l'homme, par une gestion plus respectueuse de l'environnement ;
- de préserver et mettre en place des liaisons entre ces différents espaces permettant d'assurer la survie à long terme de la faune et de la flore ;
- de valoriser ces sites par des actions de communication et de sensibilisation à l'environnement.

4.3 Les sites actuels

Le statut des ENS est relativement particulier dans les Hauts de Seine puisque l'Etat est propriétaire d'environ $\frac{3}{4}$ de la superficie des sites. En effet, il y a de grandes forêts domaniales et des parcs publics.

- Les sites départementaux

Seul 10% de la superficie ENS appartient au Département, soit 270 ha. De nombreux sites sont possédés et gérés par l'Etat (Parcs, forêts domaniales...).



Figure 7: ENS des Hauts de Seine : la vallée aux loups et la réserve ornithologique de la Bièvre (source : CG 92)

- Les sites locaux

Il y a peu de sites locaux du fait de la dominance de sites possédés par l'Etat et donc de la complexité des situations foncières sur le département.

4.4 Les moyens mis en oeuvre

4.4.1 La TDENS

Il n'y avait pas de précédent en Hauts de Seine de ce type de taxe. Elle a été instaurée en 1995 à un taux de 0,5 %. Augmentée en 2000 à 1 % elle est depuis 2005 à un taux de 2 %.

Il y a actuellement une réflexion sur une baisse du taux dans les années à venir, notamment lorsque la phase d'acquisition foncière sera menée à bien.

4.4.2 Les moyens humains et techniques

Sept personnes travaillent à l'unité espaces naturels et biodiversité du service environnement du Conseil général sur la thématique ENS. Elles mettent en oeuvre leurs compétences pour établir les différentes phases de la politique : inventaires, acquisitions, élaboration de plan de gestion, aménagement des sites pour l'ouverture au public, soutien technique pour l'entretien et la gestion des sites.

4.4.3 Les subventions accordées aux communes

Il n'y a pas de dispositif précis de subventionnement pour l'achat ou la mise en place d'une gestion adaptée sur les ENS. En effet les cas de figure de maîtrise d'ouvrage sont assez complexes bien que l'Etat soit le principal propriétaire du parcellaire ENS. Le Département a privilégié le partenariat et une dynamique de gestion en adaptant au cas par cas le montant de ses subventions.

4.4.4 Le SDENS

D'après le SDENS de 2001, les orientations de la politique des espaces naturels sensibles s'articulent autour de plusieurs thèmes, chacun d'eux assignant un ou plusieurs objectifs à l'action départementale :

- Valoriser la Seine et les berges naturelles de Rueil-Malmaison à Villeneuve-la-Garenne : la Seine constitue un élément majeur du patrimoine naturel du Département. De plus les berges de Seine constituent des voies de circulation pour la faune et la flore et il apparaît intéressant de protéger ces espaces pour qu'ils assurent pleinement leur rôle de corridor écologique.
- Renforcer la vocation de nature des îles et préserver les dernières berges naturelles entre Asnières et Issy-les-Moulineaux : les berges ont un impact paysager valorisant. Les arbres qu'elles abritent soulignent le tracé du fleuve dans le paysage. Cet atout esthétique n'exclut pas un intérêt écologique. Toutefois, le véritable enjeu sur cette partie de la Seine se situe au niveau des îles ; des trente-quatre qui existaient encore voici deux siècles, il n'en reste que six, dont l'insularité n'est, d'ailleurs, plus clairement perceptible. Les petits bras, peu navigués, subissent moins l'érosion et présentent des berges encore largement végétalisées. La mise en oeuvre d'un aménagement et d'une gestion adaptés permettra à terme de valoriser ces milieux.
- Préserver les zones humides de la Bièvre et des Godets : le bassin de retenue de la Bièvre est en effet devenu une véritable réserve ornithologique qui justifie la création d'une réserve naturelle volontaire. Le projet de remise à l'air libre du cours de la Bièvre va, par ailleurs, dans le sens d'une amélioration et d'une valorisation importante du site. Le ru des Godets (qui marque la limite départementale) abrite quant à lui la principale prairie humide des Hauts-de-Seine. Les contacts pris avec le département de l'Essonne, dans le cadre de la concertation pour la mise au point du présent schéma, ont révélé une convergence d'analyse quant à l'intérêt du site et laissent entrevoir une possibilité de collaboration interdépartementale en vue d'une gestion harmonieuse.
- Préserver la continuité paysagère des coteaux de la Seine.
- Préserver la diversité écologique et paysagère des hauteurs de la Bièvre.
- Favoriser la diversité biologique des grands parcs et des forêts et préserver leurs lisières : cet objectif est le plus important en superficie, soit 2 956 hectares d'espaces naturels.
- Relier les grands espaces naturels entre eux par des continuités écologiques et paysagères. : les sites décrits dans les précédents objectifs sont isolés les uns des autres par des espaces urbanisés. Ce cloisonnement nuit à la biodiversité. En effet, les échanges entre populations sont indispensables pour préserver le patrimoine génétique des espaces animales et végétales.

Ces thèmes permettaient d'établir des axes de travail initiaux. Ils ont actuellement évolués et les actions portent sur un plus large panel de milieux.

▪ Choix des sites

L'inventaire ZNIEFF, présentant un état des lieux des espaces naturels à l'échelle régionale, s'avère mal adaptée pour un département urbanisé comme les Hauts-de-Seine, qui représente moins de 1,5 % de la superficie de la région. Un inventaire détaillé a donc été réalisé à partir de photos aériennes infrarouges et de visites de terrain pour identifier les principales entités naturelles pouvant être classées ENS.

Les sites sélectionnés sont des espaces naturels, présentant des caractéristiques naturalistes (qualité du sol, de la flore et de la faune, doublées d'un intérêt paysager) et aussi une vulnérabilité certaine (valeur intrinsèque non reconnue ou traduite par les propriétaires et les Plans Locaux d'Urbanisme). Ils présentent aussi généralement un caractère de rareté :

- une conception paysagère exceptionnelle ;
- certains biotopes tendant à disparaître ;
- des espèces rares ou protégées ;
- une diversité biologique intéressante ou potentielle ;
- la persistance de cultures traditionnelles (potagers, vergers et prairies).

Outre les espaces précités, certains sites - ayant déjà subi une dégradation du fait de l'urbanisation - ne répondent pas à ces critères. Il s'agit de friches urbaines s'intégrant au sein d'entités naturelles dont elles peuvent améliorer la cohérence ou valoriser la perception d'ensemble. Ils ont donc été de ce fait retenus comme Espaces Naturels Sensibles.

Ces sites ont du être hiérarchisés afin d'organiser au mieux l'acquisition foncière ainsi que les actions de protection. Chacun des terrains recensés a fait l'objet d'une évaluation quantifiée se référant à la « naturalité » du site :

- perméabilité du sol, facteur indispensable à l'évolution biologique du milieu et caractère précieux en milieu urbain ou l'imperméabilisation perturbe considérablement le régime des eaux ;
- structure du sol;
- présence d'espèces végétales indigènes;
- répartition de la couverture végétale en strates herbacée, arbustive et arborée, garantissant la diversité des niches écologiques ;
- potentiel écologique du site, souvent bridé par un mode de gestion inadapté ;
- appartenance à une entité naturelle plus importante.

La sensibilité découle elle de facteurs beaucoup plus variés et répondant à des préoccupations paysagères et naturalistes mais également sociales, culturelles et historiques. Un système de notation a été mis en place selon l'ensemble de ces critères (cf. tableaux 2).

Naturalité	Sol perméable		0 = non perméable 1 = partiellement perméable 2 = totalement perméable
	Perturbation du sol		0 = récemment perturbé 1 = anciennement perturbé 2 = non perturbé
	Taux d'espèces indigènes		0 = faible 1 = moyen 2 = fort
	Couverture végétale importante et structurée		0 = pas ou peu de couverture végétale 1 = couverture végétale peu structurée 2 = couverture végétale bien structurée
	Potentiel écologique à préserver et valoriser		0 = non (usage incompatible - ex. : stade) 1 = un peu (adapter la gestion) 2 = fortement (sensibiliser le public)
	Appartenance à une entité plus grande		0 = non (isolé) 1 = élément d'une entité plus grande 2 = élément indispensable de l'entité
Sensibilité (vulnérabilité)	Statut	Protection juridique	0 = oui 1 = non
		Propriétaire conscient de l'intérêt naturaliste ou paysager du site	0 = conscient des deux 1 = conscient de l'un des deux 2 = non
		Espace reconnu par la population	0 = oui 1 = non
	Position stratégique	Espace apportant une plus value paysagère	0 = non 1 = moyenne 2 = forte
		Espace très visible ou offrant des points de vue intéressants	0 = non 1 = oui
		Espace de liaison entre 2 entités intéressantes ou participant à la cohérence écologique	0 = non 1 = oui
		Intérêt local	0 = oui 1 = non
		Opportunité (espace dont il faut affirmer la vocation naturelle)	0 = non 1 = opportunité intéressante 2 = opportunité indispensable à la cohérence
	Rareté d'espaces équivalents	Sur le plan esthétique	0 = non 1 = oui
		Sur le plan des milieux naturels	0 = non 1 = boisements, cultures 2 = biotopes rares ou fragiles
		Sur le plan du patrimoine biologique	0 = non 1 = présence d'espèces peu courantes 2 = présence d'espèces menacées
		Sur le plan de la diversité biologique	0 = non 1 = oui
		Sur le plan des éléments constitutifs	0 = non 1 = oui

Tableau 2: Critères de hiérarchisation des ENS des Hauts de seine

4.5 Mise en œuvre de la politique ENS

4.5.1 Préservation

Afin de déterminer les enjeux de préservation ainsi que les méthodes d'entretien les plus adaptées sur chaque site, des inventaires écologiques ont été effectués. Ensuite, une démarche d'évaluation des modes de gestion doit être mise en place, principalement au travers d'inventaires faunistiques et floristiques.

Le Département s'attachera à appliquer systématiquement ces plans de gestion sur l'ensemble des espaces naturels sensibles pour lesquels son intervention sera sollicitée.

Les actions envisagées sur les ENS diffèrent selon leur statut défini dans le SDENS :

- Les espaces naturels sensibles

Les espaces naturels sensibles feront l'objet d'actions fortes visant à les préserver, à les valoriser et à les ouvrir au public. Cette démarche se traduira par la passation de conventions, l'attribution de subventions, l'instauration de servitudes conventionnelles, la signature de baux emphytéotiques, voire des acquisitions foncières (à l'amiable ou par préemption). Ces actions pourront être financées sur la TDENS.

- Les espaces naturels associés

Certains espaces naturels limitrophes des espaces naturels sensibles présentent un moindre intérêt paysager ou naturaliste. Ils participent cependant à la valorisation de ces derniers en constituant une zone de transition avec l'urbanisation plus dense. Ces sites ont été retenus dans le schéma en tant qu'espaces naturels associés. Les démarches envisagées sur ces parcelles viseront essentiellement à préserver leur caractère végétal et peu bâti. Elles se traduiront le cas échéant par une adaptation de la réglementation dans les documents d'urbanisme (P.L.U. ou Z.A.C.).

- Les espaces naturels isolés

Certains espaces de plus petite dimension ne s'intègrent pas dans les grandes entités naturelles retenues dans le schéma. Du fait de leur isolement dans des secteurs densément bâtis, leur vocation sociale et récréative prime sur leur intérêt écologique. Ils participent néanmoins (au même titre que les jardins des quartiers pavillonnaires) à la diffusion de la biodiversité dans le milieu urbain. Le département s'engage donc à la préservation de ces espaces quand il sera sollicité sur des projets d'aménagement les concernant.

4.5.2 Valorisation des sites

- Pédagogique :

Initialement, l'accent majeur pour l'ouverture des sites au public a été de trouver des aménagements qui concilient fréquentation et préservation. En effet, une forêt domaniale, telles que les forêts de Saint-Cloup ou de Malmaison, peut accueillir jusqu'à 7 à 8 millions de personnes /an. Après cette première phase, le Conseil Général commence à mettre en place une sensibilisation du public sur les fonctions majeures des milieux naturels et leur protection à travers l'information et des animations. Le succès des jardins imprévus de l'île Saint-Germain témoigne de l'engouement du public pour ce type d'interventions.

La communication sur les ENS porte à la fois sur la vulnérabilité de ces espaces et leur biodiversité, mais elle met aussi l'accent sur la valeur « sanitaire » des espaces naturels : amélioration de la qualité de l'air, notamment par la fixation des poussières ; amélioration de la qualité des eaux de ruissellement par rétention et filtration progressive ; amélioration des sols par aération et production de matière organique fertile.

- Touristique :

Les ENS ont un impact sur le tourisme en proposant un paysage attrayant et de qualité ainsi que des animations et des buts de promenade. Cela améliore aussi l'image de marque des acteurs économiques implantés dans ce paysage et donc sur l'attractivité de ce dernier...

De plus, les espaces naturels sont des espaces d'évasion qui permettent de s'éloigner de la ville et de ses contraintes, répondant à un « besoin de nature » croissant dans les grandes agglomérations.

▪ Economique :

Le souci de préserver ou de reconquérir des sites naturels peut permettre des économies en matière de coûts collectifs. L'urbanisation se traduit trop souvent par une imperméabilisation des sols qui perturbe gravement le régime hydrique et se traduit par le ruissellement excessif, l'érosion, la pollution, la construction de réseaux d'assainissement onéreux et au final la diminution de la ressource en eau. Les ENS jouent un rôle de filtre naturel et offrent des espaces non imperméabilisés qui n'aggravent pas cette situation.

▪ Sociale :

Le Conseil général fait appel à des associations d'insertion pour les travaux d'aménagement et d'entretien des sites. Non seulement c'est une aide à la réinsertion par le travail, mais cela donne aussi aux travailleurs sociaux une sensibilisation à l'environnement au travers de l'impact positif de leur travail sur le milieu.

4.5.3 Perspectives

Un certain nombre de sites n'ayant pas satisfait aux critères de sélection des espaces naturels sensibles pourront être intégrés dans le futur pour la création d'un véritable réseau de milieux naturels reliés les uns aux autres à travers tout le département. Cela s'accompagnera par la reconstitution d'espaces verts dans les secteurs carencés.

Il s'agit donc de continuer le développement de l'acquisition foncière active, c'est-à-dire par la sollicitation des propriétaires et non plus par l'attente de ventes. La mise en place des plans de gestion sur les sites doit aussi être poursuivie.

De plus l'accent est mis sur la sensibilisation du public qui doit s'étendre dans les prochaines années, principalement par la mise en place de bornes pédagogiques et d'animations spécifiques.

Le département des Hauts de Seine possède des milieux naturels qualifiés de « nature ordinaire ». Ces milieux ont toutefois une grande valeur dans le contexte très urbanisé du département. Les actions pédagogiques et d'animations vont d'ailleurs être développées pour transmettre au public l'importance et la valeur de ces milieux.

Les zones humides se concentrent principalement sur la Seine (berges, îles) et quelques sites à travers le petit département. Ces biotopes entrent dans la politique ENS en tant que milieux naturels et non par une volonté de priorisation de classement des zones humides. La politique ENS vis-à-vis des zones humides peut donc être qualifiée d'implicite.

5 La politique ENS vis-à-vis des zones humides en Nièvre

5.1 Description du département

Il occupe une superficie de 6 816 km² dans la partie Sud-Ouest de la région Bourgogne. La Nièvre est située aux confins de trois régions économiques (Centre, Bourgogne et Auvergne) ; sa partie Est est constituée par la barrière du Morvan, granitique, froide et très pluvieuse qui lui confère un certain atypisme régional.

La zone Morvandelle, de petite montagne (maximum à 900 m) subit une désertification qui évolue mais voit également son aspect pittoresque et historique se développer. Les forêts de feuillus se voient remplacées par du résineux et la population dispersée a une activité liée au bois, à l'élevage et au tourisme vert. La zone Centrale de plaine maintient encore un élevage principalement de bovins, avec un marché d'importance européenne, et une agriculture plutôt céréalière.

Sur les trois derniers recensements, la population évolue à la baisse et la densité est voisine de 33 habitants/km² (contre 107 au niveau national). La répartition de la population selon les moyennes d'âge correspond également aux zones de densité liées à l'activité, les personnes les plus âgées se situant en zone rurale et notamment dans la partie Est du département.

5.2 Etat des lieux des ENS du département

5.2.1 La politique globale

Il n'y a pas de volonté de protection particulière des zones humides. L'ensemble des types de milieux est représenté au sein des ENS ; il n'y a pas de hiérarchisation dans le choix des milieux mais une adaptation à chaque site. Les menaces qui pèsent sur chaque site sont recensées et évaluées. Les sites les plus menacés sont à classer en priorité.

5.2.2 Les sites actuels

Quasiment l'ensemble des sites est géré directement par le Conseil Général. C'est lui qui est à l'initiative de la politique ENS. Il y a actuellement 38 sites classés ENS

▪ Les sites départementaux

36 sites sont concernés, dont 6 aménagés pour l'accueil du public :

- le domaine de la Beue composé de 7 milieux différents (landes à genets, roselière, pelouse...);
- le sentier du passeur au niveau du bec d'Allier (friche sur sable, forêts intermédiaire, grèves);
- étangs de Baye et de Vaux, ce dernier faisant 152ha;
- sentier de la petite cigale (pelouse calcaire)
- la fontaine de Chamont (bois)
- le domaine des grands près (lac, zones humides).

Quasiment sur chaque site, des sentiers balisés sont mis en place ainsi que des panneaux ou des bornes pédagogiques. Des observatoires ornithologiques ou des pontons d'observation de la faune ont aussi été aménagés, notamment au niveau du bec d'Allier et des étangs (cf. figure 8 et 9).



Figure 8: ENS de la Nièvre : le domaine de la Beue et le bec d'Allier (source: CG 58)



Figure 9: ENS de la Nièvre : l'étang de Vaux et le domaine des grands près (source: CG 58)

■ Les sites locaux

Deux sites sont concernés par des conventions de gestion ; l'un appartient à une communauté de commune et l'autre au Conservatoire Régional des Espaces Naturels. Dans les deux cas, le Conseil Général a participé au financement en complétant les subventions publiques déjà attribuées pour atteindre un seuil de 80% de financement et donc de 20% d'autofinancement de la part des maîtres d'ouvrage.

5.3 *Les moyens mis en œuvre*

5.3.1 La TDENS

Instituée en 1991, elle est actuellement fixée à 1%. Il n'y a pas de précédent dans le département de ce type de taxe. Entre 1994 et 2004, la moitié des fonds dégagés grâce à cette taxe ont été dédiés à l'acquisition foncière (cf. figure 10)

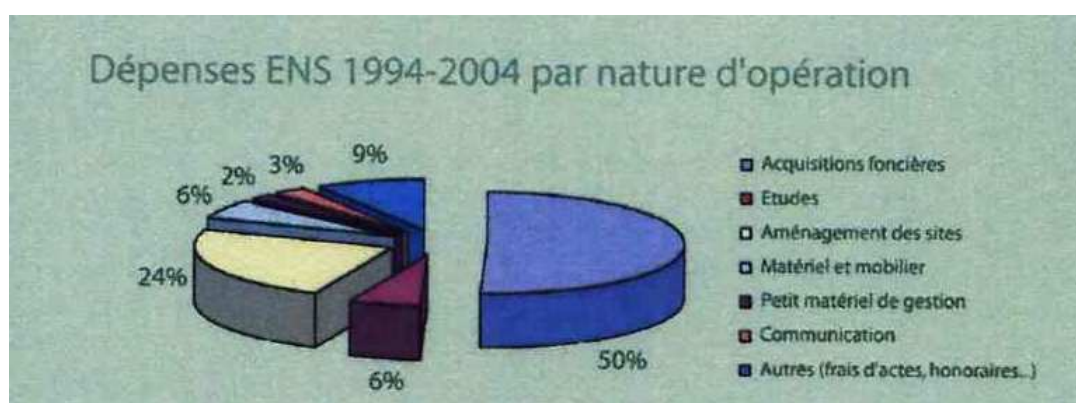


Figure 10: Répartition des recettes dégagées de la TDENS en Nièvre

5.3.2 Les moyens humains et techniques

En 1991, une personne a été embauchée pour mettre en place le volet administratif de la politique ENS. Ce service a évolué en 1995 avec l'arrivée d'une personne s'occupant du volet technique. Le service est depuis 1998 composé de sept personnes : le responsable du service espaces naturels et développement durable, un technicien dédié aux ENS, un contrôleur des travaux et quatre agents techniques travaillent sur la problématique ENS. Sur l'équipe technique constituée du contrôleur des travaux et des agents, il y a en général un référent par site. Ces personnes réalisent la plupart des travaux d'aménagement et d'entretien des sites

5.3.3 Les subventions accordées aux communes

Les subventions accordées ne répondent pas à un schéma prédéterminé ; elles sont ajustées à chaque site en fonction de l'évaluation des dépenses nécessaires pour les travaux de valorisation, d'aménagement et d'entretien.

Le Conseil Général a été peu sollicité jusqu'alors pour subventionner l'achat ou la gestion d'un site (2 cas depuis 1991). C'est pourquoi aucun cadre fixe n'a été mis en place. De plus, les communes du département sont en majorité de petite taille, donc avec des ressources fiscales faibles, ne leur permettant pas d'être à l'initiative de l'achat et de la gestion d'un ENS. Le Département préfère rester l'investigateur de la politique ENS.

5.3.4 Le SDENS

Le SDENS a été validé en 2001. Le porté à connaissance se traduit par une carte des sites potentiels, plus de 200 sites recensés, ainsi qu'une notice explicative. Celui-ci a été transmis à l'ensemble des éventuels gestionnaires (communes, communautés de commune ...), mais aussi aux services de l'Etat pouvant être amenés à intervenir sur ces milieux (DDAF, DDE...), afin qu'il prennent en compte leur vulnérabilité.

▪ Le choix des sites

Le SDENS s'appuie sur le zonage Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF). La hiérarchisation s'est établie selon les menaces qui pèsent sur chaque site, ainsi que sur des inventaires floristiques et phyto-sociologiques réalisés par le Conservatoire botanique dans le cadre de ses missions.

Le choix des sites potentiels ENS s'est aussi basé sur les inventaires des sites inscrits et classés au titre de la préservation et la conservation d'un espace naturel ou bâti. En effet, la notion de paysage a été prise en compte dans le choix des sites ENS.

5.4 Mise en œuvre de la politique ENS

5.4.1 Préservation

Les plans de gestion sont quasi systématiques ; il n'y a actuellement qu'un seul site où la gestion simple ne nécessite pas la mise en œuvre d'un plan de gestion.

Si le terrain est communal, une convention lie la commune au Conseil général pour la guider et la soutenir dans les choix de gestion et leur mise en œuvre.

5.4.2 Valorisation des sites

- Pédagogique :

L'aménagement de 6 sites pour l'information et la sensibilisation du public au travers de bornes et de panneaux a été réalisé. Depuis 2006 une animation annuelle de balade sur les ENS est mise en place. Des conventions avec les CPIE et diverses associations sont passées pour que ces organismes effectuent des animations sur les ENS. Les associations sont à la fois des associations pour la protection de la nature mais aussi des associations culturelles qui réalisent des animations ludiques sur les ENS (théâtre...)

- Economique :

Un pâturage équin est réalisé sur un site avec des Poneys shetland. Une convention a été passée avec l'éleveur qui entretient et propose des balades sur le site. Une tentative de pâturage sur un autre site a échoué du fait de la proximité urbaine et des actes de vandalisme sur la zone d'élevage. Il y a une volonté forte de développer ces activités de valorisation mais il y a un réel manque de prestataires.

- Sociale :

Le Conseil général fait appel pour ses travaux préférentiellement à des entreprises d'insertion.

5.4.3 Perspectives

Le Département va réviser les sites potentiellement à classer ENS grâce à la deuxième campagne ZNIEFF, dont les résultats seront communiqués prochainement.

Il va aussi s'attacher à continuer de développer la politique ENS, volonté d'autant plus forte que le Département est co-concepteur et réalisateur de la Charte ENS de l'Association des Départements de France. Cela se traduit par la continuation de la maîtrise du foncier, de la sensibilisation du public et des animations sur les ENS.

La Nièvre a surtout développé les sites départementaux et n'a pas encore mis en place d'outil permettant aux petites communes de se porter acquéreurs. L'inventaire des sites potentiels ENS se base sur l'inventaire ZNIEFF et la hiérarchisation se fait selon les menaces qui pèsent sur chaque site et non pas par type de milieux. Cela permet à la fois de s'adapter à chaque situation mais ne donne pas forcément de cohérence départementale.

Toutefois, les zones humides sont bien présentes dans les sites ENS bien que ce ne soit pas des milieux explicitement prioritaires dans le classement en ENS.

6 Comparaison générale

6.1 Les dissemblances

Les objectifs de la politique ENS sont donc la préservation de sites remarquables ainsi que l'ouverture de ces sites et la sensibilisation du public. Malgré ces objectifs communs, les départements ont une approche très différente dans la mise en oeuvre de cette politique.

Tout d'abord, sa mise en place et l'instauration de la TDENS n'ont pas été réalisées à la même période, dès 1985 et 1987 pour les départements de l'Isère et de l'Indre et Loire (où la TDENS fait suite à la taxe départementale pour les espaces verts et de loisirs), 1991 et 1995 pour les départements de la Nièvre et des Hauts de Seine (cf. tableau 3).

De plus, les Conseils généraux n'ont pas votés le même taux de la TDENS, et la dynamique de construction n'est pas identique selon les départements. De ce fait, les masses financières récoltées sont différentes ce qui conditionne aussi les actions entreprises.

En outre, les Départements n'ont pas les mêmes interlocuteurs en ce qui concerne les possibles gestionnaires d'ENS. Dans le Département des Hauts de Seine il s'agit principalement de l'Etat (ONF, Parcs...), dans la Nièvre la plupart des sites restent au Département et en Indre et Loire, comme en Isère, les collectivités locales (communes, intercommunalités, syndicats...) sont des propriétaires fonciers et des gestionnaires des ENS privilégiés.

De ce fait, les versements des subventions suivent des procédés distincts, avec soit une adaptation au cas par cas, soit une règle préétablie (au prorata du nombre d'habitant en Isère et selon la phase d'action en Indre et Loire).

6.2 Les points communs

L'ensemble des Départements étudiés a une volonté de donner une dimension sociale aux ENS, principalement par l'intervention d'associations d'insertion pour la réalisation des travaux d'aménagement ou d'entretien. Cela reflète un niveau plus large des Conseils généraux dont la compétence principale est l'aide sociale.

Afin d'accomplir l'objectif d'ouverture au public et de renforcer la communication et la sensibilisation du public sur les problèmes environnementaux, beaucoup de département ont mis en place des conventions avec des associations pour privilégier les animations sur les sites ENS. Ces associations sont à la fois des associations de protection de la nature, mais aussi avec d'autre dessein (théâtre...) afin de toucher un plus large public et d'amener à une réflexion plus large sur la nature.

Les Conseil généraux ont généralement développés un porté à connaissance simple (cartes communales des sites potentiellement ENS, des sites existants...) envers les collectivités locales. Celui-ci peut aussi servir de support aux administrations en charge de travaux qui peuvent toucher ces milieux (DDE, DDAF...).

L'intégration des zones humides à la politique ENS peut être implicite ou plus marquée selon les départements. Toutefois, du fait des caractéristiques remarquables de ce type de biotopes, elles sont toujours très représentées, soit en terme de superficie soit sur le nombre total de sites classés. Mais cela dépend aussi des caractéristiques territoriales de chaque départements ainsi que des réseaux dans lesquels les départements sont d'ores et déjà impliqués.

Le tableau 3 ci-dessous récapitule les principaux points de la politique des espaces naturels sensibles des quatre départements étudiés.

L'application de la politique ENS fait preuve d'une grande flexibilité et d'adaptation à chaque situation dans l'ensemble des départements.

6.3 Les perspectives

6.3.1 Au niveau national

L'étude de quatre départements est révélatrice d'un phénomène visible au plan national : la grande diversité de l'application de la politique ENS.

C'est pourquoi l'Association des Départements de France a mis en place la Charte sur les ENS, qui est un tremplin à une définition commune des ENS. Ainsi, l'ADF souhaite établir une cartographie nationale de l'ensemble des ENS pour tenter d'établir un réseau cohérent de sites sur lesquels pourraient être défini une trame de logo commun. Cette trame serait ensuite adaptée par chaque département, au regard de ce que font les Parcs Naturels Régionaux, et permettrait une reconnaissance plus aisée des ENS.

Ensuite, afin de regrouper les gestionnaires et d'établir un outil technique, l'ADF s'attache à élaborer un groupe de travail pour la rédaction d'un guide méthodologique de la gestion des ENS basé sur des retours d'expériences. Enfin, une plateforme commune à l'ensemble des gestionnaires d'espaces protégés (parc, réserves naturelles, ENS...) est mise en place pour partager les points de vue, discuter des problèmes communs, mettre en réseau les connaissances. Cela passe par des réunions, des colloques et des documents de travail.

6.3.2 En Indre et Loire

En Indre et Loire la politique ENS est cohérente vis-à-vis des zones humides. Ce type de milieu est relativement présent sur le territoire mais aussi en régression et menacé. C'est pourquoi le choix des sites s'appuie fortement sur l'inventaire départemental des zones humides. Toutefois, l'établissement d'un Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles permettrait une priorisation du classement des zones humides. Cette réflexion est en cours au niveau technique et doit se concrétiser par une volonté politique pour être menée à bien. De plus, l'augmentation du taux de la TDENS, actuellement à 0.75% peut permettre de renforcer la protection des zones humides, ainsi que de l'ensemble des milieux, par :

- une possible accélération d'achat du foncier,
- un développement des moyens humains (équipe de terrain),
- une augmentation de l'aménagement des sites et des projets pédagogiques.

Département		Indre et Loire	Isère	Hauts de Seine	Nièvre
caractéristiques générales		rural avec des centres urbains	montagnard	urbain	rural avec des centres urbains
TDENS	taux (%)	0,75	1	2	1
date de mise en œuvre		1987	1985	1995	1991
SDENS		non	oui	oui	oui
charte	ENS de l'ADF	non	oui	non	oui
	zones humides	non	charte Zones Humides Rhône Alpes	non	non
politique zone humide		implicite	marquée	implicite	implicite
moyens humains	CG	3 personnes	9 personnes	7 personnes	7 personnes
	terrain	2 animateurs	non quantifié	4 agents	-
nombre ENS		41	101 labellisés	-	38
superficie ENS acquise		954 ha	390 ha labellisés 7400 ha acquis	-	360 ha (2004)
nombre ENS zones humides		20 aine	52 labellisés	-	-
superficie ENS zones humides		570 ha	135 ha labellisés	-	-
choix des sites	inventaire spécifique lié au SDENS		SDENS	SDENS	SDENS
	autre	inventaire zones humides	inventaires tourbière dans le cadre de la charte ZH Rhône Alpes		inventaire ZNIEFF
		inventaire ZNIEFF	questionnaire auprès des communes		inventaire espaces inscrits/classés
type de subvention		taux fixe - 90% du montant d'achat - 60% des études - 40% des travaux	au prorata du nombre d'habitants: 1% par tranche de 100 habitants pris en charge par la commune	adapté à chaque site	adapté à chaque site

- : données manquantes

Tableau 3: Récapitulatif des principaux points de la politique ENS des départements étudiés

Conclusion

Les Espaces Naturels Sensibles (ENS) sont donc un élément majeur de la politique d'aménagement du territoire et de développement durable des Départements et un outil efficace de protection et de gestion de milieux naturels.

Ce rapport montre l'implication des Conseils généraux et met en évidence l'adaptation des outils de la politique ENS à leurs spécificités et à leurs enjeux territoriaux. Actuellement, la gestion des ENS est donc très diversifiée en raison de caractéristiques départementales : intervention directe ou déléguée, maîtrise foncière ou maîtrise d'usage, contexte écologique et géographique variables.

Malgré cette grande diversité, la protection des zones humides reste un fil conducteur et une priorité implicite ou explicite des actions des Département dans le cadre des ENS. De part leur naturalité et les menaces qui pèsent sur ces milieux, les zones humides sont généralement des biotopes très représentés au sein des sites classés Espaces Naturels Sensibles.

Les Schémas Départementaux des Espaces Naturels Sensibles permettent toutefois d'établir clairement une priorisation de la protection des zones humides et donnent un cadre de planification des actions très pertinent et cohérent. L'établissement d'un tel schéma en Indre et Loire permettrait donc de renforcer la politique ENS et de hiérarchiser les actions menées, notamment concernant les zones humides

Bibliographie

- Inspection générale de l'environnement. 5 mars 2003. *La contribution des départements à la politique de protection des espaces naturels*. Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable. 101p.
- Service environnement et développement durable. Fev 2004. *Vade-mecum à usage des collectivités locales*. Conseil général de l'Isère.
- Conseil général des Hauts de Seine. *Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles*. 173p.
- Conseil général de l'Isère. 2006. *Schéma Directeur des Espaces Naturels Sensibles 2006-2008*. 67p.
- Comité de bassin RMC. Novembre 2000. *Charte pour les zones humides en Rhône Méditerranée Corse*. Agence de l'eau RMC. 6p.
- Biotope. Déc 1999. *Agir pour les zones humides en Rhône Méditerranée Corse – Les zones humides facteurs de développement local*. Agence de l'eau RMC. 12p.
- Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse. 2006. *9^{ème} programme d'intervention de l'Agence de l'eau RMC (2007-2012)*. Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable. 54p.
- Agence de l'eau Loire Bretagne. 2006. *9^{ème} programme d'intervention de l'Agence de l'eau RMC (2007-2012)*. Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable. 6p
- <http://bibliothequeenligne.espaces-naturels.fr/outilsjuridiques/>
- Arrêté du 17 mars 2006 : JO, 15 avril, page 5720
- Association des Départements de France. *Charte des espaces naturels sensibles*.
- Groupe zones humides. *Zones humides Info*. Société Nationale de Protection de la Nature. N°16 2006, n° 47 et 48 en 2005 (dossier Ramsar).

Sigle et acronymes

ADF : Association des Départements de France
CPIE : Centre Permanent d'Initiative à l'Environnement
CTE : Contrats Territoriaux d'Exploitation
CAD : Contrat d'Agriculture Durable
DCE : Directive Cadre sur l'Eau
DDAF : Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
DTA : Directives Territoriales d'Aménagement
ENS : Espace Naturel Sensible
IFEN : Institut Français de l'Environnement
LOADDT : Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire
MAE : Mesure Agri-Environnementale
MPH : Mesure Praire Humide
PNR : Parc Naturel Régional
SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SENR : Schémas, de services collectifs, des Espaces Naturels et Ruraux
TDENS : Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles
ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

Liste des personnes interrogées

- M. Lény Boulai, chargé de mission ENS, service environnement du Conseil général d'Indre et Loire.
- M. Benoît Coudrin, technicien ENS, service environnement du Conseil général d'Indre et Loire.
- M. Jean Noël Maleyx, responsable du service environnement unité espace naturel et biodiversité, Conseil général des Hauts de Seine.
- Mme Grandchamp, adjointe au service environnement unité espace naturel et biodiversité, Conseil général des Hauts de Seine.
- Mme Chabert, responsable du pôle ENS au Conseil général d'Isère
- M. Stéphane Lebreton, responsable du pôle espaces naturels et développement durable, Conseil général de la Nièvre.
- M. Fabrice Alric, contrôleur des travaux des ENS du Conseil général de la Nièvre.
- Mme Marine Lathan, chargée des ENS à l'Association des Départements de France

Index des Annexes

- Annexe 1 : charte des Espaces Naturels Sensibles de l'Association des Départements de France

Annexe1 : Charte des Espaces Naturels Sensibles de l'Association des Départements de France

Les ESPACES NATURELS SENSIBLES

ARTICLE 1 - OBJECTIFS

La politique ENS doit répondre aux deux objectifs définis par la Loi du 12 juillet 1982 :

- de « préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels » ;
- d'aménager ces espaces « pour être ouverts au public, sauf exception justifiée par la fragilité du milieu naturel »

ARTICLE 2 - DÉFINITION D'ESPACES NATURELS SENSIBLES

Dans le cadre de la loi relative aux Espaces Naturels Sensibles, la définition est précisée par chaque Conseil général en fonction de ses caractéristiques territoriales et des priorités politiques de protection qu'il se fixe.

La politique des Espaces Naturels Sensibles vise à préserver, reconnaître et valoriser des espaces qui présentent des fonctions écologiques et/ou paysagères remarquables et/ou sont menacés.

Chaque Conseil général définit les critères adaptés à des sites qui ont et auront pour caractéristiques :

- de présenter un intérêt ou une fonction biologique et /ou paysagère ;
- d'être fragiles et/ou menacés et devaloir de ce fait être préservés ;
- de faire l'objet de mesures de protection et de gestion ;
- d'être des lieux de découverte des richesses naturelles.

Cette politique se coordonne avec d'autres mesures de protection (réserves naturelles, sites classés, arrêtés de biotopes, parcs naturels, autres territoires de projet...) :

ARTICLE 3 - MOYENS

La Loi donne des moyens spécifiques à la

mise en place de cette politique. Ces moyens sont de deux ordres :

Juridique : Un droit de préemption propre à cette politique est confié au Département. Il peut être exercé directement par le Département ou par substitution par le Conservatoire du Littoral ou les communes. Il peut aussi être délégué.

Financier : Le Type Départemental des Espaces Naturels Sensibles (TDENS), rattaché affecté à cette politique, qui peut venir en complément du budget général du Conseil général.

Lorsqu'il perçoit le TDENS, le Conseil général peut l'affecter à divers aspects de la politique ENS :

- les études ;
- l'acquisition de terrains ou la maîtrise d'ouvrage ;
- l'aménagement léger ;
- la gestion des terrains ;
- la réhabilitation d'espaces naturels ;
- les subventions à des tiers (communes, EPCI, Conservatoire du Littoral) pour des opérations répondant aux objectifs de la politique des ENS ;
- les subventions à des tiers pour des opérations de restauration, gestion, entretien et aménagement léger répondant aux objectifs de la politique des ENS ;
- le financement de personnels affectés à cette politique ;
- les dépenses d'animation, de communication, de sensibilisation et d'éducation au patrimoine naturel ;
- l'aménagement des bâtiments sportifs, ou de petit patrimoine bâti, à des fins d'accueil, de gestion et de sensibilisation à la nature.

Les autres utilisations possibles de la TDENS définies par la Loi sont :

- l'acquisition, l'aménagement et la gestion des sections fluviales au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et Randonnée (PIPR) et des chemins et

sentiers de balais et de randonnée, l'aménagement et la gestion des chemins le long des cours d'eau et plans d'eau non domaniaux ;

- la préservation de champs d'expansion des crues ;
- l'aménagement et gestion des espaces, sites et diacés relatifs aux apports de plants naturels, fluviaux ou PCSI, sont réservés que l'aménagement ou la gestion soit réalisée par les communes ou les milieux naturels ;
- l'acquisition, la gestion et l'entretien des sites Natura 2000 désignés et des territoires classés en réserve naturelle.

ARTICLE 4 - STRATÉGIE

Sur la base d'un état des lieux des richesses naturelles et paysagères du Département, le Conseil général définit les critères relatifs à sa politique et établit un schéma départemental des Espaces Naturels Sensibles qui définit les objectifs et moyens d'intervention à court et long terme.

ARTICLE 5 - LA PRÉSERVATION DES SITES

Sur les sites suffisamment étendus ou à forte valeur patrimoniale, le gestionnaire met en place un plan de préservation, de gestion et d'interprétation.

La gestionnaire effectue un suivi et une évaluation régulière des actions menées.

Pour les Départements qui subventionnent des tiers, il est nécessaire de disposer d'une convention, qui fait abase de charte de qualité, où il est fait référence aux moyens mis en œuvre pour atteindre les objectifs, conformes à la Loi, de préservation, de gestion et de valorisation et garantissant le bon usage de la subvention.

La définition des objectifs de préservation, de gestion et d'aménagement des sites fait l'objet, dans la mesure du possible, d'une concertation avec les partenaires intéressés au devenir du site.

ARTICLE 6 - OUVERTURE AU PUBLIC

L'accessibilité à l'usage direct du public est un principe général. Cependant, l'accueil du public peut être limité dans le temps et/ou dans l'espace, voire être exclu, en fonction des capacités d'accueil et de la sensibilité des milieux ou des risques encourus par les personnes. L'accueil des personnes à handicap est mis en œuvre, tant que cela se peut.

L'ouverture au public a principalement pour objet la découverte, la sensibilisation aux intérêts scientifiques, culturels, écologiques et partage du site et l'éducation au patrimoine naturel.

Les aménagements réalisés sur les GNS sont des équipements légers, les moins perturbants possibles pour les sites et les mieux adaptés aux enjeux de sa protection, de sa gestion et de sa fréquentation.

ARTICLE 7 - EVALUATION - SUIVI

Le Conseil général établit un rapport annuel de concertation et de bilan de ses partenaires subventionnés et conventionnés, et le met à disposition du public. Ce rapport devra comporter au moins des éléments financiers, techniques, locaux, scientifiques et qualitatifs.

Le Conseil général contribue au renseignement d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs nationaux, et fournit chaque année à l'Assemblée des Départements de France un bilan de la politique départementale des GNS et de l'utilisation de la TOGIS.

Le Conseil général s'engage à assurer un suivi scientifique de ses actions permettant une évaluation de la pertinence de sa politique.

Dans la mesure du possible, le Conseil général s'inscrit au sein de réseaux de chercheurs et de gestionnaires d'espaces naturels et s'engage à ouvrir les GNS à des études scientifiques historiques, culturelles, sociologiques...

ARTICLE 8 - COMMUNICATION

Le Conseil général utilise les informations recueillies notamment à l'occasion du bilan visé à l'article 7 pour élaborer une politique de communication et de valorisation de son action.

Un logo national spécifique aux GNS sera créé en vue de son utilisation par les Départements.

ARTICLE 9 - VILLE ET PARTICIPATION AUX RESEAUX

L'ADF se charge de la sollicitation des politiques, organise une veille réglementaire sur le sujet et propose d'éventuelles modifications dans le cadre d'éventuelles législations.

Le Conseil général participe aux réseaux d'échanges d'information et œuvre dans la mesure de ses moyens des contributions au guide technique de la politique en faveur des espaces naturels sensibles. ->

